

PLAIDOYER

P O U R

LE SYNDIC DES CREANCIERS
des Sieurs L I O N C Y Freres &
G O U F F R E , Négocians à Marseille.

*CONTRE le Général & la Société des
Jésuites.*



A P A R I S ;

De l'Imprimerie de D'HOURY, seul Imprimeur,
Libraire de Mgr. le Duc d'ORLANS,
rue Vieille-Bouclerie.

M. DCC. LXI.

REPORT

1911

THE REPORT OF THE COMMISSIONER
OF THE LAND OFFICE
FOR THE YEAR 1911

ALBANY: J. B. LEECH, 1911



1911

THE REPORT OF THE COMMISSIONER
OF THE LAND OFFICE
FOR THE YEAR 1911

ALBANY: J. B. LEECH, 1911

1911

PLAIDOYER

POUR le Syndic des Créanciers des
Sieurs LIONCY Freres & GOUFFRE,
Négocians à Marseille.

C O N T R E

Le Général & la Société des Jésuites.

MESSIEURS,

DANS l'instant même où votre justice dictoit cet Arrêt, qu'une joie universelle a célébré*, une inquiétude secrète, trop légitime pour que je doive la déguiser ici, vint se mêler à ma satisfaction. Je sentis alors pour la première fois tout le poids de ma Cause. Je vis que j'attaquois un Général, un Ordre entier de Religieux; que mon ministère m'ordonnoit de porter la lumière sur des opérations qui forment un contraste affligeant avec leur état & leurs devoirs: La voix plaintive de Citoyens accablés, que trop de bonne foi a précipités dans l'infortune, se fit

* C'est l'Arrêt qui, refusant aux Jésuites l'ap-
pointement qu'ils demandoient, a ordonné que
la Cause seroit plaidée,

entendre en même-tems, & m'invita plus fortement que jamais à ne rien épargner pour leur défense : Je me représentai d'un autre côté tout un Public, attendant avec une impatience mêlée d'intérêt, de quelles armes je me servirois dans un combat aussi nouveau. Tant d'objets, & d'une si grande importance, me parurent, je l'avoue, un fardeau supérieur à mes forces.

Et ce qui concourt à le rendre plus pénible, les Jésuites, blessés déjà par la nature de l'action exercée contre eux, de cette action solidaire qui leur paroît si révoltante, semblent s'élever encore contre les termes qu'il est le plus indispensable d'employer pour l'établir. Le nom de Commerçans, donné à des Religieux, ils le rejettent comme une injure flétrissante : La puissance illimitée d'un Chef, qui agit seul par tous ses Préposés, qui, dispensateur de tous les grades, souverain administrateur de tous les biens, représente lui seul le Corps entier dont il est l'Ame, cette Puissance arbitraire, dont tout émane & qui attire tout à soi, ils la nient comme un despotisme, expression odieuse en effet pour des François, nés sous les Loix saintes & bienfaisantes d'un Gouvernement conforme à la douceur de leurs mœurs.

Que la vérité & la modération sont difficiles à concilier dans des circonstances si délicates ! N'importe, soyons fideles également & à l'une & à l'autre. Je renouvelle dans toute leur étendue les engagements solennels déjà contractés de notre part. Je sens trop combien

les traits de la prévention ou de l'inimitié, les ressources malignes & vaines des épisodes, seroient indignes & de la grandeur de cette Cause & de la majesté de ce Sanctuaire de la Justice. Les Créanciers que je défends soutiendront leurs droits avec courage, mais sans passion; ils sont forcés d'être les Adversaires des Jésuites, il est au-dessous d'eux d'en être les délateurs.

F A I T S.

Le Pere de la Valette, Jésuite Profès, fut nommé en 1747, Procureur de la Maison de Saint Pierre de la Martinique.

C'est *un homme rare*, ainsi l'a défini le Pere de Sacy dans une de ses lettres; & pour joindre à cet éloge des témoignages moins suspects, il paroît que tous ceux qui l'ont connu, que les Créanciers mêmes à qui leur confiance en lui a été si funeste, s'accordent à reconnoître en effet que nul ne posséda à un plus haut degré les dons de l'esprit, cet art extérieur qui persuade & qui attache. Heureux! s'il n'eût point employé ses talens à des usages profanes, & contraires à la décence ainsi qu'aux loix de son état.

La Maison de St. Pierre est comme le centre des Missions des Isles Françoises du Vent en Amérique. C'étoit ouvrir un champ favorable à son génie, que l'établir dans cette Maison avec le titre de Procureur; non pas simplement pour en administrer le temporel; qu'eut-ce été pour un homme rare qu'une pareille fonction? Les Jésuites étoient peu riches

dans cette partie du nouveau monde. Il falloit les y rendre puissans. Il s'agissoit d'acquérir à la Société de nouveaux trésors.

Le Commerce seul pouvoit en devenir la source féconde. Le Pere de la Valette n'étoit point exercé dans cet art ; mais les grands hommes ne trouvent-ils pas tout dans leur propre fond ? Il conçut un plan , peu honorable sans doute pour un Religieux , mais digne du Négociant le plus habile : que dis-je ? un plan qui alloit laisser bien loin derrière lui tous ses rivaux dans la carrière où il s'introduisoit.

Je remarquerai en passant que les Loix sous lesquelles vivoit le Pere de la Valette , l'obligeoient de faire part de ses desseins aux Chefs de la Société ; on ne peut douter qu'il ne l'ait fait : On ne peut douter aussi que ses projets n'aient été approuvés & autorisés par ses Supérieurs , puisqu'il les a remplis sans obstacle.

Le voici , ce plan trop ingénieux , à la faveur duquel , sans argent , sans fonds & avec les deniers d'autrui , ce Missionnaire à scû attirer à lui , & en très-peu d'années , des richesses immenses. Daignez me suivre , Messieurs , dans ce que je vais exposer , & vous jugerez si les Jésuites peuvent soutenir leur paradoxe , cette étrange proposition que les entreprises du Pere de la Valette n'ont consisté que dans une régie purement économique.

L'argent de la Martinique perd un tiers , quand il est transporté en France : Personne

ne l'ignore. Ainsi 9000 liv. des Colonies n'en valent que 6 dans ce Royaume.

Il n'étoit point d'Insulaires par cette raison, qui fissent passer leurs fonds en France soit en nature, soit en papiers : Il n'eussent même pas trouvé de papiers sur ce Royaume, parce que suivant les principes du Commerce & de la Politique, la Métropole, c'est-à-dire, la France est toujours & doit demeurer toujours créancière de la Colonie. Quel usage faisoient-ils donc de leurs deniers ? Ils les convertissoient en des productions de l'Isle, & ils envoyoit en France ces denrées, sur lesquelles ils perdoient moins qu'ils n'eussent perdu sur des especes monnoyées.

Le P. de la Valette paroît ; il fait des spéculations d'après les usages reçus ; il s'ouvre une route nouvelle ; il s'annonce en un mot, comme disposé à faire compter en France tous les fonds qu'on voudra lui remettre, sur le pied de leur valeur numéraire en Amérique, sans aucune diminution : C'est par la voie des Lettres de change qu'il promet de faire ces remises.

Qui ne va croire que de pareilles offres étoient les offres d'un insensé ? Mais que l'on ne tremble point pour les intérêts des Jésuites. Le Pere de la Valette a des vûes aussi sûres que hardies : il triomphe où les autres échoueroient. Il faut observer qu'en promettant de fournir des Lettres de change au pair, il y attachoit la condition qu'elles seroient tirées à longue échéance, à 30 ou 36 mois de date ; & c'est ce délai que son industrie raisonnée savoit mettre à profit.

L'argent qui lui étoit donné , il l'employoit en Marchandises d'Amérique qu'il faisoit transporter en Europe. Là , les Négocians Espagnols , Hollandois , François , avoient ordre de lui en faire le retour en moëttes de Portugal : C'est une monnoie d'or qui valant ordinairement en France 42 liv. a une valeur fixe de 66 liv. à la Martinique.

Que l'on fasse un calcul sur cela ; que l'on multiplie les produits à proportion des envois que pouvoit faire le Pere de la Valette ; il en pouvoit faire cinq ou six en deux ans & demi , ou trois ans , avant l'échéance de ses Lettres ; l'on trouvera qu'il gagnoit 160 pour cent ; chaque million lui rapportoit seize cens mille francs. Quelle source ! Quelle mine abondante , d'autant plus merveilleuse encore une fois , que ces profits énormes , il les faisoit avec l'argent d'autrui , il n'y entroit pas un obole du sien.

Ses commencemens ne furent pas , on doit le concevoir , aussi fructueux , aussi éclatans que ses progrès ; chaque chose a ses degrés. La singularité de sa négociation avoit frappé d'abord les esprits , elle les avoit rendu circonspects. Des Lettres de change sur France , des Lettres au pair , c'étoient des objets si nouveaux pour la Colonie. Les succès du Jésuite enhardirent peu à peu ; ce que ses discours insinuans sçavoient commencer , son habile fidélité à remplir ses promesses venoit l'achever. Les petites sommes hasardées d'abord étoient remises exactement : On en donna de plus considérables ; elles furent

acquittées avec la même ponctualité. La confiance s'anima : Elle devint générale : son crédit s'accrut, bientôt il fut illimité.

Sa Banque riche, florissante, ses Vaisseaux parcourant les Mers, son nom devenu célèbre dans toutes les Places Françaises & Etrangères, le mettoient en état de tout entreprendre, & il entreprit tout. Il éleva aux yeux des Habitans étonnés, des Bâtimens pompeux dans la Ville de St. Pierre, il construisit des Magasins, il établit des Habitations. Il acquit tout le quartier de la Grande Baye dans l'Isle de la Dominique, il le couvrit d'une multitude de Negres. S'il s'étoit permis de se rendre le plus grand Commerçant des Colonies Françaises, il ne se fit point un scrupule de s'en rendre le plus grand Terrien.

La fortune la plus brillante a ses revers. Un orage va se former sur la tête du P. de la Valette. Son Commerce prodigieux devenoit à la fin un Commerce exclusif. Les Colons de la Martinique, les Négocians François en souffroient également. L'appas du bénéfice qu'offroit ce Missionnaire à quiconque avoit quelque argent, faisoit verser dans sa caisse toutes les especes de la Colonie. Avant lui, la circulation de la monnoie facilitoit le débit des productions de la Martinique, & cette consommation faisoit valoir l'importation des denrées de France. Tout cet intérêt respectif étoit ruiné par les opérations du Jésuite entreprenant. Les denrées n'étoient plus vendues, ou du moins seul

possesseur de l'espece numéraire , il pouvoit seul les acheter , & y mettant le prix à son gré , il lui étoit facile de commettre le monopole le plus dangereux.

On murmura. Les murmures éclatèrent bientôt ; les plaintes furent portées jusqu'au Trône. Le Ministère en fit part au P. de Sacy , Procureur Général des Missions aux Isles du Vent , & résidant en la Maison Professe de Paris. Le Pere de Sacy suspendit pendant deux années le remede à ces maux , en promettant de les faire cesser lui-même , & cependant il servoit de Correspondant à son Confrere ; il recevoit ses comptes , il acceptoit ses traites , il les acquittoit.

L'autorité Royale sevit enfin. Un ordre fut expédié au mois de Juillet 1753.

Alors ce même Religieux rappelé par le Ministère , la Société le nomma Supérieur Général des Isles du Vent.

Le P. de la Valette apprend & son rappel & la cause qui le lui méritoit. Il se dispose à partir. On présume qu'il va du moins suspendre son commerce. Non ; dans ce moment même , avant son départ , il fait de nouvelles Traites , il multiplie les Negres dans ses habitations , il remet l'administration de son comptoir à un Négociant Juif. Il adresse à Marseille aux sieurs Lioncy freres & Gouffre le connoissement d'une Caraison. Il leur marque d'acheter & de charger pour son compte deux vaisseaux , de prendre une partie de leur remboursement auprès des PP. de Sacy & Forestier , l'un Procureur-

Général & l'autre Provincial; d'adresser ces deux Navires au Négociant Juif qui les leur renverroit chargés de sucre & de café. Toutes ces dispositions faites, il s'embarque.

Cependant, les Supérieurs annonçoient à la Cour son départ. Ils tâchoient de préparer sa justification. Les Lettres de change n'avoient été tirées que pour le prix des récoltes de la Mission. Les Bâtimens construits à St. Pierre, étoient l'ornement de la Ville. L'établissement de la Dominique surtout, n'avoit été fait que dans des vûes saintes. Elle est peuplée de Caraïbes: c'étoit pour civiliser ces Sauvages, pour conquérir ces Infidèles à l'Eglise, que ce Chef des Missions avoit entrepris dans cette Isle tant de travaux Apostoliques. Si l'on avoit peint son zèle sous d'autres couleurs, c'étoient des impostures inventées par les ennemis des Jésuites.

On dispoit ainsi les esprits à recevoir le P. de la Valette. Il arrive. Il débarque au Havre de Grace, d'où il se rend à Paris dans une Chaise de Poste, précédé d'un Noir & d'un Laquais François, & suivi d'un autre esclave Noir. Il est accueilli à la Maison Professe, comme un Bienfaiteur illustre, comme un Fondateur de la puissance de la Société aux Isles du Vent. C'est la gloire d'Israël. On le présente à Versailles; l'éclat de sa réputation l'y accompagne; tout le crédit de son ordre l'y soutient.

Malgré tant d'avantages, malgré les instances, les prières, les mouvemens de tous les Jésuites, une année entière se passa sans

qu'il pût obtenir son pardon. Il l'obtint, enfin. On lui permit de retourner en Amérique; & encore quelle en fut la condition ? On obligea le P. de la Valette à donner la promesse la plus formelle, qu'il ne s'occupoit plus directement ni indirectement de quelque espèce de commerce que ce fût. On exigea du P. de Sacy les mêmes assurances qui furent ratifiées par les Supérieurs Majeurs.

Dans le Mémoire que les Jésuites ont fait imprimer & distribuer, ils n'ont point crû pouvoir taire l'anecdote de cette disgrâce du P. de la Valette. Mais comment l'ont-ils présentée ? Avec un art qui la transforme totalement. Ils ont fait entendre que l'ordre du Roi avoit été surpris sur des délations obscures & fausses, que les Commandans de l'Isle offroient d'écrire en Cour pour la justification du P. de la Valette; que les faits avoient été vérifiés, & que c'étoit sur la certitude acquise que le commerce imputé à ce Religieux n'avoit rien de réel, qu'on lui avoit permis d'aller reprendre ses fonctions. Ainsi, cet événement humiliant pour les Jésuites, ils savent le tourner à leur gloire.

Nous répondons qu'ils en ont imposé dans leur Mémoire, & nous le disons avec toute la fermeté qu'autorise la vérité. Nous admettons même que dans un Ouvrage public, sur un fait aussi éclatant, ils aient été assez imprudens pour chercher à tromper la Justice. Les faits se sont passés tels que je viens de les expliquer, je puis l'affurer; & il en résulte donc que le commerce n'a point été nié pour
lors,

lors, qu'au contraire, il a été avéré, que le P. de la Valette en a été convaincu, qu'il n'a dû enfin la revocation de l'Ordre donné contre lui, qu'à l'engagement que lui & ses Supérieurs ont contracté de mettre fin à un trafic aussi contraire à l'intérêt de l'Etat, que scandaleux pour la Religion.

A peine le P. de la Valette eut-il obtenu la liberté de retourner à la Martinique, qu'il fut décoré de la qualité de Visiteur Général, Préfet Apostolique des Missions aux Isles du Vent : C'étoit pour le consoler de la disgrâce qu'il venoit d'essuyer.

Le P. de la Valette se rendit à Marseille pour s'y embarquer. Il y vit les Sieurs Lioncy freres & Gouffre. Il fit briller à leurs yeux les espérances les plus flatteuses. Les Sieurs Lioncy, ainsi que les autres Correspondans, ignoroient la cause de son rappelen France, & encore plus la condition attachée à son retour en Amérique. Tout cela avoit été couvert des voiles du mystère le plus sombre : leur confiance en lui continua.

C'est dans ce tems qu'il remit aux Sieurs Lioncy une Lettre de l'un des Assistans du Général, capable seule de garantir toutes ses entreprises.

Vous avez déjà, Messieurs, apperçu bien des preuves que le Régime de la Société connoissoit & autorisoit le Négocier du P. de la Valette. Vous avez vu le Procureur Général des Missions, le Provincial de France prendre part à ce Commerce. Vous ne pou-
viez déjà point douter que tous ces chefs de-

pendans du Général comme le moindre subalterne , n'agissent par l'impulsion de ce Moteur universel , par les ordres de ce Maître sans lequel rien ne peut s'exécuter dans la Société des Jésuites. L'influence du Général étoit déjà prouvée par cela seul qu'elle étoit nécessaire. Mais la Lettre que j'annonce renferme de plus une autorisation expresse & littérale, j'en ferai une lecture entière dans la suite. On y trouve des pouvoirs émanés du Général lui-même. Ce Chef des Chefs trouve légitime *la fin que se proposoit le P. de la Valette , qui étoit de mettre en bonne situation le temporel de sa Mission* , il l'autorise à faire tous les emprunts qu'il jugera à propos pour bien établir le revenu temporel de sa Mission. Il promet de l'avouer de tout.

Enfin le P. de la Valette entra dans le Vaisseau qui devoit le porter à la Martinique ; il y arriva au mois de Mai 1755. Il s'étoit engagé auprès du Ministère de France , à ne s'occuper plus que des fonctions spirituelles de sa Mission. Mais la Puissance de Rome à laquelle il croyoit devoir une obéissance plus directe , vouloit qu'il continuât d'en établir avantageusement le temporel. Les volontés du Général prévalurent sur les ordres du Roi. A peine eut-il remis le pied dans l'Isle , ses sermens faits à Versailles s'évanouirent ; il ne se souvint plus que de ses vœux de Jésuite : Il reprit le cours de ses projets d'agrandissement ; il fit des acquisitions nouvelles ; il construisit une Vinaigrierie qui lui couta cent mille écus , & à laquelle

nulle autre ne peut , dit-on , être comparée. Il établit à la Martinique un Comptoir sous la raison de Rachon , Cartier & Compagnie , pour correspondre sous ses ordres avec la Maison d'Isaac Juda à la Dominique ; avec la Maison de Moreau & Lioncy , à Marie-Galante ; avec la Maison de Chapuis , à la Grenade : Il eut un Agent ambulant aux Isles de Ste. Lucie & de St. Vincent. Son ambition , s'irritant dans son cours , ne connoissoit plus de bornes ; on eût dit qu'il vouloit tout envahir.

Alors il tira des Lettres de Change plus que jamais. Il en tira d'innombrables sur Bordeaux , Marseille , Nantes , Lyon , Paris , sur Cadix , sur Livorne , sur Amsterdam.

Mais enfin le tems étoit venu où ce torrent impétueux alloit être arrêté ; on touchoit au moment d'une révolution , & c'étoient les Ennemis de l'Etat qui alloient la produire.

La même Nation qui par des hostilités illégales , a porté des coups inattendus à la Marine Française , préparoit au P. de la Valette un écueil dont tout son bonheur n'a pû le sauver. Ce qu'il y a de cruel , c'est que le poids de la catastrophe est tombé sur mille de nos Compatriotes ; principalement sur les Sieurs Lioncy freres , & Gouffre. Qu'ils ont eu à déplorer leur trop imprudente & trop aveugle confiance !

En même tems que le Pere de la Valette avoit tiré sur les sieurs Lioncy pour plus d'un million & demi de Lettres , il avoit mis en

mer pour les acquitter , deux millions de Marchandises à leur adresse. Dans l'attente de ces fonds , les sieurs Lioncy acceptèrent ces traites ; ils avoient déjà eu plus d'une fois cette complaisance , sans avoir été trompés par l'événement. Cette fois , les Vaisseaux chargés par le P. de la Valette , furent attaqués par les Anglois , ils devinrent la proie des Ennemis , toutes ces richesses passèrent dans la Grande-Bretagne. Que de malheurs ont suivi ce malheur. !

Les Jésuites le citent comme tendant à la décharge du P. de la Valette. Quel reproche peut-on faire , disent-ils , à un tireur qui envoyoit les fonds de ses traites ? S'ils ont péri sur la route , c'est une fatalité. Oui c'en est une. Mais devient-elle donc un titre de libération pour eux ? Sur qui doit tomber la perte , si ce n'est sur le propriétaire ? C'étoit à la Société à faillir après cette infortune , & non à des gens qui n'avoient fait que prêter leur nom.

Voilà un revers terrible qui laissa aux Srs. Lioncy la charge énorme de plus de 1 500000 liv. d'engagemens. A l'instant que la nouvelle s'en répandit , l'éclair n'est pas plus prompt , leur crédit s'écroula. Cependant leur courage se soutint par l'espérance qu'ils avoient dans les ressources inépuisables de la Société ; & il faut rendre justice à qui elle appartient. Dans ces premiers tems , les Jésuites ne s'amuserent point à douter si les dettes du Supérieur de leur Mission étoient leurs dettes propres. Persuadés qu'il étoit de leur devoir de soutenir

les Correspondans d'un de leurs membres qui avoit travaillé pour eux avec tant de fruit & tant d'éclat , ils songerent sérieusement à remédier aux maux de la fatale capture des Anglois. Déjà le P. de Sacy avec qui les sieurs Lioncy avoient correspondu tant de fois , leur fit passer quelques fonds , insuffisans à la vérité ; mais c'étoit , disoit-il , tout ce qui lui restoit. Des secours plus considérables seroient arrivés de Rome , si par un accident qui mit le comble au reste , le Pere Viscomti , Général des Jésuites , étant venu à mourir , il n'y avoit eu un intervalle de six mois jusques à l'élection du P. Centurioni. Pendant cet interregne , tout demeura suspendu. Dans une Société telle que celle des Jésuites , où tous les pouvoirs découlent du Chef , comme de leur source unique , l'inexistence d'un Général ne pouvoit que retenir tout dans l'incertitude & dans l'inaction.

Le désespoir s'empara enfin du cœur des Sieurs Lioncy. Les termes marqués pour les payemens des Lettres acceptées , avançoient chaque jour , & chaque jour leurs facultés diminuoient. En un mot , cette Maison de Commerce , dont les opérations rouloient sur trente millions d'affaires par an , cette Maison distinguée dans la place de Marseille , se vit reduite à tomber du faite de l'opulence , dans les horreurs d'une faillite déclarée ; & elle eut la douleur encore d'envelopper dans sa ruine une infinité de malheureux. Ses relations étendues porterent le contre-coup de sa chute à toutes les places du Commerce de France.

Cette faillite déplorable n'étoit point ouverte encore , lorsque le P. de Sacy reçut de Rome , de la part du nouveau Général , un pouvoir pour emprunter une somme de cinq cent mille livres. Ce secours eut encouragé & soutenu les Sieurs Lioncy. Le P. de Sacy en informa à l'instant un ami qu'ils avoient à Paris. Tous deux résolurent de leur dépêcher un Courier extraordinaire. Ce Courier fit la course en trois jours & demi : Sa diligence fut vaine. Il étoit trop tard. Il est des malheurs inévitables. Le Courier arriva à Marseille le 22 Fevrier ; & le 19 le Bilan avoit été déposé au Greffe des Consuls.

Que va faire la Société des Jésuites ? Dès ce moment elle n'eut plus d'yeux ni d'oreilles pour les Sieurs Lioncy. Elle avoit voulu éviter un éclat , il étoit fait : Elle avoit consenti à les soutenir , tant qu'ils se soutenoient eux-mêmes , ils étoient tombés : Ils lui avoient été chers , tant qu'ils lui étoient utiles , ils étoient devenus malheureux. Elle les abandonna : L'ingratitude les laissa dans l'abîme où leurs services les avoit précipités.

Le P. de Sacy recevoit deux Lettres les plus touchantes. Il répondoit (1) *qu'il n'étoit plus le maître de ses démarches , que ses Supérieurs les régloient ; qu'il n'étoit que leur simple Agent ; que ce qu'il disoit de lui , il le disoit du P. de la Valette.* Il n'avoit plus que des larmes à répandre devant Dieu ; il adressoit ses prières au Ciel pour qu'il le consolât lui-même.

(1) Lettre du 21 Avril 1756.

me. Il venoit de dire encore à cette intention la Sainte Messe . . . (1) Il en sera ce qu'il plaira à Dieu, dont mes Supérieurs me tiennent la place. . . . (2) Ce n'est pas à nous à gouverner ceux qui nous gouvernent , cela est tout simple , & vous êtes trop sensés pour n'en pas convenir.

D'autres fois il répondoit : (3) Je fais l'impossible pour faire entrer mes Supérieurs dans mes vues Mais comme les choses se trainent de loin à loin , de Paris à Rome , elles éprouvent nécessairement des lenteurs. . . . Je suis disposé à vous rendre service en tout ce qui dépendra de moi , & qu'on jugera pouvoir s'accommoder avec le bien de nos Missions.

Tout ce langage du P. de Sacy prouve bien sans doute que le P. de la Valette n'étoit qu'un Agent, qu'un Facteur du Supérieur de Rome, que son commerce de la Martinique étoit le commerce de la Société, que les biens des Missions étoient des biens communs. Mais enfin ce n'étoit point par de vains discours, par des vœux stériles que l'on pouvoit soulager les maux des sieurs Lioncy. Ils attendirent deux ans, & pendant deux ans toutes leurs sollicitations n'éprouverent qu'une insensibilité réelle, voilée sous de tendres & pieuses paroles: à la fin ils furent forcés de faire un abandonnement général de leurs biens à leurs créanciers. Leur faillite s'étoit

(1) Lettre du 17 Novembre 1759.

(2) Lettre du 21 Avril 1756.

(3) Lettre du 3 Mai 1759.

ouverte en 1756. Cet abandonnement, ce dépouillement total a pour époque l'année 1758.

C'est pour ce corps de Créanciers, pour le Syndic qu'ils ont mis à leur tête, que je porte la parole dans cette Cause.

Observons cependant, Messieurs, la conduite de la Société relativement aux mesures générales qu'elle a prises pour parer à la perte de ses Vaisseaux, à la faillite de Marseille, & calmer les cris de la nation qu'elle entendoit s'élever contre elle de toutes parts.

Elle chercha dans Marseille un autre Négociant pour l'établir successeur des sieurs Lioncy. Le choix tomba sur le sieur Rey l'aîné. Le P. de Sacy, autorisé par le régime, lui donna une procuration des plus amples pour liquider les dettes contractées sous la signature du P. de la Valette ? & il notifia cette procuration à toutes les personnes intéressées.

Le sieur Rey a en effet acquitté entre les mains des porteurs quelques-unes des 15 cent mille livres de Lettres de change dont l'acceptation anticipée a causé le désastre des sieurs Lioncy. Il les a acquittées avec des fonds que lui a fait passer le Régime.

Et de-là on apperçoit la conséquence. Puisque la Société a payé une partie des dettes dont il s'agit, pourquoi ne payeroit-elle pas le reste ? Ne sont-elles pas toutes de la même nature ?

Non-seulement elle a remis des fonds au sieur Rey, elle lui a fait parvenir encore les

envois que continuoit de faire le P. de la Valette.

Il arriva en effet a Cadix au mois de Juin 1756, des marchandises envoyées par le P. de la Valette. Aussi-tôt le P. de Sacy écrivit au sieur Rey d'en disposer.

Au mois de Juillet, second envoi à Amsterdam. Le Pere de Sacy donna ordre au Négociant Hollandois à qui il étoit adressé, d'en renvoyer les fonds au sieur Rey.

Un troisieme envoi produisit quelque difficulté. Le P. de la Valette l'avoit affecté au paiement de 150000 liv. de Lettres tirées depuis peu sur les sieurs Klorch, Dedel & Compagnie d'Amsterdam. Malgré les ordres du Supérieur de la Mission, le P. de Sacy ordonna que les fonds en fussent reportés au sieur Rey. Les sieurs Klorch résisterent : il fallut une injonction juridique de la part du P. de Sacy.

Que ces faits sont frapans ! Je n'indique ici que les réflexions qui en naissent naturellement. Qui ne sent que si les dettes du P. de la Valette n'avoient pas été les engagements de la Société, elle n'auroit pas donné des fonds pour les acquitter ; que si elle n'avoit pas été propriétaire du Commerce de la Martinique, elle n'auroit pu disposer des fonds envoyés par le P. de la Valette, ni moins encore changer la destination qu'il en avoit faite ?

Les facultés du sieur Rey s'épuisèrent enfin. Les Jésuites se lassèrent d'être justes. Les canaux qui portoient des fonds salutaires dans les mains de ce Négociant préposé par eux,

furent fermés. Tous les payemens cessèrent. Et alors quel désordre ne se répandit-il pas dans les Places commerçantes. Chaque jour , depuis ce tems , a éclairé quelque nouvelle disgrâce. Que l'on considere que les Jésuites sont débiteurs de plusieurs millions : On ne sauroit douter que plusieurs millions de moins ne laissent un vuide funeste dans le Commerce de la Nation , en un tems surtout où la guerre & les suites de la guerre l'ont déjà si fort altéré. Et de-là , combien de faillites ? Et chaque faillite en entraîne toujours quelque nouvelle ; semblable à ces orages qui , grossis dans leur cours , se répandent d'un lieu dans un autre , pour ne s'arrêter qu'après une vaste désolation.

L'insensibilité constante des Jésuites a obligé enfin le Syndic des Créanciers des sieurs Lyoncy freres & Gouffre , à suivre les voyes judiciaires ; il n'a voulu d'abord faire assigner que le Tireur des Lettres & celui de ses Confreres qui avoit le plus ouvertement pris part à son négoce , c'est-à-dire le P. de la Valette & le P. de Sacy.

Le premier a fait défaut. Mais le P. de Sacy a comparu , & a fait signifier une longue déclaration signée de sa main , pièce qui porte le jour sur bien des objets essentiels , & qui par la liaison qu'on y découvre entre les vérités qu'elle révèle , & les vérités qu'elle dissimule , sert à augmenter nos avantages.

Par une Sentence des Consuls de Marseille du 19 Novembre 1759 , le P. de la Valette , défaillant , a été condamné au payement des

1502266 liv. 2 f. 1 d. montant des traites acceptées , à l'exception de celles qui se trouveroient avoir été acquittées par le sieur Rey ou par le P. de Sacy ; & à l'égard de ce dernier , la même Sentence a remis la cause à un autre jour. Ce jugement n'a jamais été attaqué.

Le Syndic des Créanciers avoit espéré que cette action , qu'il n'avoit par ménagement dirigée que contre deux Jésuites , seroit un avertissement suffisant pour toute la Société , & l'éclaireroit assez sur ses véritables intérêts , pour qu'elle s'imposât la loi de prévenir la naissance de procédures plus éclatantes. Elle a cependant gardé le silence. Le Syndic s'est donc vû obligé de faire assigner , toujours au Consulat de Marseille , le Corps & Société des Jésuites de France , dans la personne du P. Provincial & des Procureurs généraux de la Société , en leur Maison Professe de la rue saint Antoine à Paris , pour voir déclarer la Sentence rendue contre le P. de la Valette commune & exécutoire contre tout le Corps des Jésuites , & sur tous les biens & les effets appartenans à la Société dans les pays de la domination du Roi.

Le 29 Mai 1760 , une Sentence par défaut a prononcé conformément aux conclusions.

On avoit assigné en Corps les Jésuites. Ils se sont divisés. La Province de France d'une part , & de l'autre les quatre Provinces de Champagne , Guyenne , Toulouse & Lyon , ont séparément formé des oppositions à la Sentence de Marseille.

On a soutenu leurs oppositions irréguliè-

res. On a protesté de mettre à exécution la Sentence. Ils ont persisté.

Cette division sur les qualités auroit produit un incident disgracieux. Soit pour le prévenir , en réunissant tous les Jésuites dans une personne qui les comprend tous éminemment , soit pour donner à l'action des Créanciers l'étendue entière qu'elle doit naturellement avoir , le Syndic s'est déterminé à appeller le Général , lui-même , résidant à Rome. L'assignation a été donnée à l'Hôtel de M. le Procureur Général , & elle a été portée directement en la Cour , parce que dès-lors le Roi avoit par des Lettres-Patentes , attribué à ce premier Parlement du Royaume la connoissance de cette grande contestation & des autres qui avoient la même origine.

Le Général n'a point jugé à propos de se présenter. A-t'il été retenu par la crainte inséparable d'une Cause injuste ? Ou croiroit-il compromettre la dignité de sa place , en se soumettant à la juridiction d'une Cour , que des Souverains étrangers & des Nations entières ont choisie plus d'une fois pour arbitre de leurs différends.

Quoiqu'il en soit , le profit du défaut obtenu contre lui a été joint à la Cause avec les cinq Provinces. Par-là , Messieurs , vous êtes en état de prononcer , par un seul Arrêt qui fera immortel , & sur les oppositions de ces Provinces particulieres , & sur la demande dirigée contre ce Chef , qui emportera une condamnation entiere contre la Société.

MOYENS.

M O Y E N S.

Quelle marche dois-je observer , quel ordre ai-je à me prescrire , pour vous convaincre , Messieurs , que toute la Société des Jésuites est responsable des traites dont il s'agit , que toutes les Maisons , tous les biens qu'elle possède dans l'univers en sont solidairement chargés ?

Dans l'abondance de matieres que m'offre cette intéressante discussion , je ne puis suivre de route plus naturelle que celle que m'a ouvert le Mémoire distribué par les Jésuites. Je veux partir de leurs propres principes. Je veux faire retomber leurs raisonnemens sur eux-mêmes.

Il reconnoissent d'abord que le P. de la Valette n'a agi , n'a contracté que comme Mandataire. C'étoit un homme frappé de la mort civile par l'émission de quatre vœux. Il ne pouvoit rien acquérir pour lui-même.

Ils reconnoissent en second lieu , qu'incapable d'agir en son nom personnel ; il ne l'étoit pas de contracter pour autrui. Un Préposé n'est , dans l'exécution du Mandat , que l'instrument & la main d'un autre ; il n'a besoin que des facultés naturelles & physiques. Les Jésuites avouent que les engagements formés par le P. de la Valette ont obligé efficacement ceux dont il étoit l'Agent & le Mandataire.

Voilà deux points donnés entre nous. Il ne reste plus qu'à savoir pour qui ce Reli-

pieux agissoit. Selon les Jésuites, c'étoit pour la Maison de St. Pierre de la Martinique. Selon nous, c'étoit pour la Société entière ; & telle est l'unique question qui divise les Parties.

Le P. de la Valette, nous dit-on, étoit Supérieur de la Maison de Saint Pierre : Ce titre l'en rendoit l'Econome, l'Administrateur. Obligé de travailler pour elle, il avoit le droit de l'engager : Il l'a engagée en effet.

Mais quelle qualité pouvoit-il avoir à l'égard des autres Maisons des Jésuites, qui ont chacune leurs Administrateurs particuliers ? Est-ce qu'on a jamais prétendu que les obligations contractées par le Supérieur d'une Maison de Bernardins, de Bénédictins, d'Augustins, dussent retomber sur les autres Maisons du même Ordre ?

L'argument semble spécieux. Ce n'est qu'un sophisme. Les Jésuites vont eux-mêmes nous aider à le résoudre.

Toute l'administration du temporel de l'Ordre, continuent ils, est subordonnée, il est vrai, au pouvoir du Général. Pour qu'il résultât de-là un droit de solidité contre l'Ordre entier, il faudroit ou que la propriété universelle résidât dans la main de ce Général, ou que les biens sous son autorité fussent communs entre toutes les Maisons. Ce n'est que dans l'une ou dans l'autre de ces deux hypothèses, que l'action des Créanciers seroit légitime.

Je saisis ces concessions pour renverser sur les Jésuites leur système.

Où , leur répliquai-je , il n'est qu'un patrimoine chez vous , & il réside dans la main de votre Général.

Vainement ces Adversaires veulent-ils s'affimiler aux Religieux des autres Ordres : leur Gouvernement ne peut se comparer qu'à lui-même ; il est unique dans son espece. En vain ils attribuent à chacune de leurs Maisons une propriété distincte. Point de Corps particulier chez eux. La Maison de St. Pierre n'en étoit point un , elle n'étoit capable ni de préposer ni d'instituer. Leur Ordre entier forme une seule personne morale ; & cette personne , c'est le Général , il a une autorité absolue & sur les membres qui sont tous des êtres purement passifs , & sur les biens qui sont tous soumis à sa souveraine disposition.

C'est ce que je vais démontrer dans une premiere partie , qui portant sur la nature du Régime de la Société , produira tout son effet dans le Droit seul , & indépendamment de toutes circonstances.

Je traiterai une seconde partie ; c'est que dans le fait les opérations du Pere de la Valette , qui ont été un commerce caractérisé , ce qu'il est même comme absurde de nier , ont été exécutées de concert avec ses Supérieurs , & sous l'autorité du Régime de la Société.

Ainsi & à tous égards , c'est du Général , c'est de l'Ordre que le Pere de la Valette a été le Mandataire. L'Ordre seul étoit Propriétaire du Commerce de la Martinique ,

comme il l'est de tant d'autres Comptoirs répandus dans l'univers. Quelle injustice n'y auroit-il pas, qu'après avoir retiré des profits immenses de la Banque de son Missionnaire d'Amérique, la Société pût se dispenser d'en subir les charges & les revers ?

PREMIERE PARTIE.

On dit depuis long-tems que les Jésuites sont solidaires ; mais peut-être n'a-t'on jamais pénétré dans toute la profondeur de cette idée, comme la nature de cette Cause nous oblige de le faire aujourd'hui.

Ouvrons les Constitutions de la Société des Jésuites, & qu'elles se manifestent en ce grand jour à tous les yeux. Dans quelle source plus sûre & moins suspecte peut-on étudier les principes de cet Etat qui s'est élevé dans les Etats ? Je dois laisser, Messieurs, aux lumieres de la Politique, au zèle de la Magistrature, le soin de les envisager dans les rapports qu'elles peuvent avoir avec la Police du Royaume : je ne chercherai dans ces titres des Jésuites, que des titres pour ma Cause ; je demanderai qu'ils soient jugés sur leurs propres Loix, sur le contrat qu'ils ont passé entr'eux, & d'après lequel ils se sont répandus sur la surface du monde.

Le gouvernement des Jésuites a été défini par le Pape Grégoire XIV. *Universam gubernandi rationem, Ignatius Fundator... Monarchicam esse decrevit.*

Ce n'est point assez dire. Le gouvernement

des Jésuites n'a réellement point les caractères respectables de ce Pouvoir Monarchique, établi sur des Loix sages & permanentes, compatible avec une liberté légitime ; il porte l'empreinte d'une domination telle qu'il n'y a pas sur la terre de puissance plus absolue ni plus arbitraire, de cette domination que nous avons promis de ne point appeller par son nom.

Jésus-Christ en fondant son Eglise, a voulu que nul n'y affectât d'Empire. C'est à des Modérateurs & à des Peres, qu'il en a confié la direction. Tout doit s'y décider par des Synodes, par des Conciles. Les Ordres Religieux en instituant leurs Régles, se sont tous conformés à cet esprit. Chaque Maison a des assemblées où l'on délibère, où l'on opine, où l'on juge conjointement. Chaque Ordre a des Chapitres généraux, dont les tems & la forme sont réglés, où ressortit l'administration entière, qui ont une Supériorité certaine sur le premier Supérieur.

Les Jésuites se sont faits des principes contraires. Ils ont voulu avoir un Maître, & que tout s'abbaissât, se tût, s'anéantit en quelque sorte devant ce Dominateur. Les Assemblées Capitulaires, ont été sévèrement défendues dans toutes les Maisons de la Société. *Nullo modo oportet res..... collegialiter tractari.....* (1) *Neque capitulariter ad quævis peragenda congregentur.* (2) Les Congrégations générales ont,

(1) Décret. 1. Congreg. Bulles de 1558. 1576. 1581. & 1582.

(2) Bulles de 1668 & de 1746.

elles-mêmes , été regardées comme inutiles ; elles ne peuvent avoir lieu que dans des cas extraordinaires , ou lorsqu'il s'agit d'élire un nouveau Chef.

Cette prohibition de toute Assemblée générale & particulière , étoit liée en effet à l'établissement d'une Puissance unique & Souveraine. L'une supposoit l'autre , & celle-ci suppléoit la première. C'étoit une suite nécessaire & de l'une & de l'autre que ce Maître fut seul Administrateur , sans être comptable ; qu'une correspondance exacte & universelle le rendit présent dans tous les lieux ; qu'il tint dans sa main tous les ressorts , qu'il imprimât tous les mouvemens ; que les membres unis à leur chef par un lien étroit ; fussent tous des Agens soumis & dociles à sa voix ; que nul n'eût de pouvoir que par lui , n'eût de facultés , de volonté , d'être que par lui ; que seul il eût la capacité d'acquérir , d'échanger , d'aliéner ; que son droit d'administration , illimité , suprême , sans révision , & irrévocable , fut moins un droit de manutention qu'un droit de disposition absolue , & que sa personne seule enfin fût l'image parfaite de l'Ordre entier. Tel est en effet le tableau fidèle du Généralat des Jésuites.

Le pouvoir qu'exerce ce Religieux Souverain , peut se considérer , Messieurs , sous trois points de vue. On peut l'envisager relativement à l'administration générale , & l'on trouvera qu'il n'y a dans la Société entière , qu'une seule autorité ; relativement aux personnes , & l'on verra qu'il n'y a qu'une seule

volonté ; relativement aux biens , & l'on reconnoîtra qu'il n'y qu'une seule propriété.

Sur chacun de ces articles , je ferai dans l'obligation de citer des textes , mais je le ferai avec autant de choix que de fidélité.

I. En premier lieu , il est dans l'Ordre des Jésuites un nombre fort grand , & plus qu'ailleurs peut-être , de dignités , de qualités & de titres. On compte parmi eux beaucoup de Provinciaux , de Procureurs Généraux. Toutes leurs Maisons ont des Supérieurs , des Recteurs , des Préfets , des Consultants , des Sociaux , des Admoniteurs. Mais de tant d'Officiers placés sous le Général , en est-il qui soient ses Coopérateurs essentiellement , qui aient une juridiction propre , qui tiennent leur autorité de la même main dont il a reçu la sienne ? Non. Tous ne sont que des Commissaires du Général lui-même. C'est lui qui les délègue & les députe. C'est de cette source que descendent tous les pouvoirs , qui vont de canaux en canaux se distribuer , se subdiviser , se fixer où il lui plaît , produire tous les effets qu'il commande. *Potestas tota manare debet à Prapósito Generali (1) Ab eo , ut à Capite , universa facultas Provincialium egrediatur , ac per eos ad locales ; per hos autem ad singulares personas descendat. (2)*

Ce droit , qui lui appartient , de conférer tous les grades , est même marqué à deux traits singuliers.

(1) Decret. 1æ. Congreg.

(2) Constit. part. 8. Cap. 1. § 6.

D'un côté , il n'y a point de fonction qui soit attachée aux places les plus ordinaires à titre de fonction nécessaire & inhérente. Il dépend de cet Arbitre suprême de communiquer à tel Recteur, à tel Supérieur des facultés que n'aura point un autre Supérieur, un autre Recteur. Il augmente tous ces attributs , ou il les diminue à son gré. *Potestatem communicabit quam duxerit communicandam. Postest restringere , augere.* (1) C'est même un de ses privilèges de limiter par des contre-lettres , les pouvoirs qu'il aura donnés par des lettres ostensibles. C'en est un autre d'annuller les opérations de ses Commissaires, quoiqu'ils ne les ayent faites que d'après ses ordres. *Quamvis in patentibus litteris amplissimam facultatem impartiat , per secretas litteras hac potestas contrahi & limitari potest.* (2) *Quamvis Commissariis suam facultatem communicet , poterit approbare vel rescindere quod illi fecerint.* (3)

D'un autre côté , comme il n'est point de place qui ait de fonction réglée, il n'est aussi ni poste ni rang dont la concession soit stable. La durée de chaque emploi est arbitraire comme tout le reste. *Tempus contrahi & prorogari potest. Potest revocare.* (4) Le Général élève aujourd'hui, il abaisse demain; instituer, déposer, créer, anéantir, tout cela n'est qu'un

(1) Constit. part. 9. Cap. 3. § 14. 15. Bulle 1591.

(2) Declar. in constit. part. 2. cap. 1. B.

(3) Const. part. 9. cap. 3. § 10.

(4) Const. part. 9. Cap. 3. § 14 & 15.

jeu de sa volonté : Le Dignitaire le plus éminent est un Commis amovible. Tel est un Visir qu'un mot du Sultan déplace.

La distance des lieux ne soustrait point les Missionnaires à cette Puissance qui atteint aux extrémités de la terre. *Ab eodem capite Missiones procedant (1) Ad quaslibet mundi partes , ad quodvis tempus , ad quamvis actionem exercendam. (2)*

Si tout découle de sa main , tout retentit à son oreille. Chaque Officier lui doit rendre un compte rigoureux de sa gestion , & il peut le lui demander en tout tems. *Totius administrationis ratio (3) . . . Constat . . . quando & cui constituet.* Lui seul ne doit de compte à personne. A qui le rendroit-il ?

La Société lui donne , il est vrai , quatre Assistans , au moment de son élection ; elle l'invite aussi à prendre des Conseillers. Mais ce n'est ni un Tribunal ni un Conseil nécessaire ; lui-seul a toujours une voix active. Ils peuvent lui donner des avis , il peut ne les point suivre. *Statuendi facultas postquam eos audierit , penes Generalem erit. (4)* Les Assistans ne sont même en quelque sorte que des Officiers de sa Maison , préposés surtout pour veiller sur sa santé (5). De plus , il est le maître de les éloigner de lui pour des causes

(1) Const. part. 8. cap. 1. §. 6.

(2) Part. 9. cap. 3. §. 9.

(3) Const. part. 4. cap. 2. §. 5.

(4) Const. part. 9. cap. 4. §. 2.

(5) Const. part. 9. cap. 6. §. 10 & 11.

Cap. 5. §. 3.

dont il est Juge ; & c'est à lui , s'ils meurent à choisir leurs successeurs , comme c'est à lui qu'appartient toujours le choix de ses Conseillers. On ne voit donc là que des hommes destinés à soulager le poids de l'autorité dans sa main , sans la partager ni la gêner.

Enfin, tandis que tous les subalternes n'exercent jamais qu'un pouvoir incertain & flottant , le Général , Titulaire véritable , Possesseur d'une dignité permanente , n'a point de révolutions à craindre. Il est à vie. Il est perpétuel. *Mutari non potest.* (1) Cela met le sceau à sa Grandeur

Qui pourroit , à tous ces caractères réunis , ne point reconnoître une unité absolue d'autorité & d'administration dans le Corps des Jésuites ? C'est ainsi que ma première division est remplie.

II. L'empire que le Général exerce sur les personnes , est aussi étendu , & plus surprenant. C'étoit peu d'établir une seule autorité extérieure , on n'a voulu encore admettre qu'une volonté & qu'un sentiment. Un seul esprit a droit dans ce Corps immense , de penser , de vouloir , de juger.

L'obéissance Religieuse est assurément bien recommandable. A Dieu ne plaise que l'on cherche ici à diminuer ni le mérite de cette vertu , d'autant plus héroïque qu'elle coûte plus à l'humanité , ni le prix de l'union chrétienne si digne de notre amour , & qui devroit être l'heureuse Loi de tous les Habitans

(1) Const. part. 9. cap. 1.

de la Terre. Mais il est bien difficile de croire, Messieurs, que la piété la plus sainte ait jamais exigé le sacrifice de la liberté & de la raison humaine dans les termes que l'a prescrit l'Institut des Jésuites.

Et ce que je vais en dire, n'est point épigrammatique dans ma Cause. Quels que soient ces Statuts, c'étoient les Loix du Pere de la Valette, il les aura remplies, je tirerai de-là les plus forts argumens.

Les Jésuites sont tous devant leur Général, & pourquoi voudroient-ils s'offenser d'une qualité à laquelle ils se sont assujettis par leurs vœux ? Ils sont tous des serfs, des esclaves. Que dis-je ? Leur Institut a employé des expressions d'une énergie cent fois plus vive. Tout Jésuite doit se regarder comme un Corps privé de sentiment, qui ne peut avoir de mouvement que celui qu'il reçoit d'une force étrangère : C'est un Cadavre, c'est un bâton dans la main d'un Vieillard. *Perinde ac si cadaver essent, vel senis baculus, qui ut cunque velit uti qui eum manu tenet, ei inservit.* (1)

De là, obligé d'attendre l'impulsion de son Supérieur, il est obligé encore, pour que son Supérieur puisse l'employer d'une manière avantageuse, de se laisser connoître, de se laisser pénétrer jusques dans les plus sombres replis de son ame. Ses moindres penchans, ses affections, ses pensées, il doit les dévoiler sans réserve. S'il ne le fait pas,

(1) Constit. part. 6. cap. 1. §. 1.

un autre aura l'adresse de les lui surprendre, & se fera un devoir de les manifester. Tout Jésuite doit s'accuser, observer & accuser les autres. Le Tribunal obscur d'une sorte d'inquisition livre ainsi au Général jusqu'au secrets des cœurs. *Subditi omnino perspecti sint.* (1) *Valdè, summopere refert, ut plenam notitiam habeat etiam propensionum, ac notionum animi.* (2) On lui envoie régulièrement des Catalogues qui contiennent les noms, les qualités, qui décrivent les vertus & les vices de chacun de ses sujets. On lui écrit en chiffre quand la prudence le demande. On entretient perpétuellement avec lui, & de toutes parts, une correspondance qui n'a point d'exemple, & dont les frais sont très-considérables.

Quand ses ordres arrivent, il faut que l'inférieur les exécute avec empressement, avec impétuosité. *Cæco quodam impetu.* (3) Le plus léger signe de volonté doit même lui suffire. *Nihil aliud quam signum voluntatis.* (4) Rien ne peut l'arrêter. Il ne lui seroit pas permis d'achever un trait d'écriture qu'il auroit commencé. *Litterâ inchoatâ, nedum perfectâ relictâ.* (5)

(1) Exam. cap. 4. §. 34 & 35.

(2) Const. part. 9. cap. 6. §. 3.

Reg. soci. de form. scrib. n. 24.

Decl. in Const. part. 9. cap. 1. L.

(3) Epist. præp. Gener.

(4) Const. part. 6. cap. 1. §.

(5) *Ibid.*

Ce n'est rien encore que de remplir avec ardeur l'ordre qu'on a reçu , ce n'est rien que d'y conformer sa volonté , l'obéissance est déclarée imparfaite, *imperfecta obedientia est*, (1) si l'inférieur ne la porte jusqu'à sacrifier son entendement , sa raison , jusqu'à s'aveugler , jusqu'à se persuader que la Justice même a dicté le commandement qui lui parvient. *Omnem sententiam , ac judicium , cœcâ quadam obedientiâ , abnegando. Omnia jussa esse nobis persuadendo.* (2) Il faut s'imaginer que c'est un oracle divin. Il faut voler à la voix de ce Maître , comme si l'on entendoit la voix de Dieu même. *Ad ejus vocem , ac si à Christo egrederetur* (3).

Quelle puissance , Messieurs ! Quelle puissance , que celle qui domine ainsi sur les cœurs , qui commande les sentimens , qui tyrannise les esprits ! Les Princes de la terre n'entreprendrent jamais de forcer les consciences. L'Eglise veut que nous réservions notre croyance pour les Jugemens émanés d'une autorité infaillible : Et voilà une Règle de Religion qui ordonne d'étouffer ces lumières intérieures , ces notions sacrées que l'Auteur de la nature nous donna lui-même , & qu'il destina à éclairer nos pas dans la nuit des erreurs qui pourroient nous environner. Je n'accuse personne , je veux n'accuser que les tems où ces Regles furent écrites. Il n'est point de Jesuite aujourd'hui qui ne consente

(1) Decl. in const. *Ibid.*

(2) Const. *Ibid.*

(3) *Ibid.*

sans doute à reconnoître que des maximes qui consacrent une soumission stupide , qui font passer pour une sublime perfection , ce qui seroit une disposition facile au fanatisme le plus affreux , sont des maximes dangereuses , effrayantes , & qui ne sçauroient être trop tôt corrigées.*

* Il est vrai que les Constitutions ajoutent que ce dévouement aveugle doit avoir lieu seulement , *in omnibus ubi definiri non possit aliquod peccati genus intercedere*. Const. part. 6. Cap. 9. 1. Mais cette restriction si sage en aparence , n'est qu'un de ces préceptes captieux qu'on a la douleur de rencontrer souvent dans l'Institut dont il s'agit. Le Jésuite qui a des scrupules , doit en abandonner le jugement à l'un de ces hommes sçavans & pieux dont la Société abonde. *Exam. gen. Cap. 3. §. 12.* Ce Docteur choisi pour Juge la décidera infailliblement dans un sens conforme à la Morale & à la Doctrine adoptées dans la Société ; car c'est un principe de l'Institut qu'il faut penser dans la Société comme elle a déterminé que l'on doive penser. *Sentiendum ut fuerit constitutum in Societate sentire oportere* , *ibid. §. 11.* Et quelle est cette Doctrine qui doit être si inviolablement uniforme ? C'est celle que la Société a choisie comme la plus convenable à ses vûes , & la plus accommodée aux tems. Hâtons-nous de citer les termes. *Omnes eandem Doctrinam quæ electa fuerit , ut melior & convenientior nostris , sequantur*. Declar. in Constit. part. 8. Cap. 1. K. Le Livre de Théologie scholastique qu'il faudroit préférer , s'il s'en faisoit un nouveau , est celui , *qui his nostris temporibus accommodatior videretur*. Decl. in Const. p. 4. Cap. 14. B. Les Auteurs qu'il faut lire sont ceux , *qui ad scopum nostrum magis convenire videbuntur*. Const. part. 4. Cap. 14. §. 1.

Que l'on considère en même tems que la Loi de subordination est la même dans tous les degrés. Cette même soumission qu'exige le Général de tous les membres de la Société, chaque Supérieur est sûr de l'obtenir de ceux qui sont dans sa dépendance. Le Général donne ses ordres aux Provinciaux, ceux-ci les notifient aux Supérieurs locaux, qui les transmettent à leurs inférieurs. Le moment de les exécuter arrive; on quitte tout pour obéir; & le Général est servi au même instant dans les deux mondes. D'un coup d'œil, d'un geste, il pourroit, de la Capitale de l'Univers Chrétien où est le Siège de son empire & de sa gloire, faire mouvoir la Société entière répandue dans les Etats de tous les Princes. Puisse ce Souverain étranger oublier qu'il compte tant de sujets dans les sujets des Rois!

III. Dès que la volonté ainsi que l'autorité sont une dans l'Ordre des Jésuites, il ne sauroit y avoir aussi qu'une propriété.

Il n'existe en effet qu'une personne morale là où il n'existe qu'un pouvoir & qu'un vouloir; & où il n'existe qu'une personne, il ne peut exister qu'un Propriétaire & qu'un Patrimoine.

Chez les Jésuites il est un seul homme, tous les autres hommes se sont livrés à lui: Lui seul est vivant, tous les autres sont morts, ou ne peuvent être ranimés que par lui & pour lui. Il faut bien que cette personne, qui seule a une existence, possède tout, les autres ne sauroient rien posséder:

ils sont possédés eux-mêmes ; * & si elle possède tout , l'universalité des biens ne peut former dans sa main qu'une masse commune.

Pour qu'il y eût plusieurs Domaines distincts , il faudroit qu'il y eût plusieurs Corps, que chaque Maison en composât un séparé ; & pour que chaque Maison formât un Corps, il faudroit qu'il y eût en elle un principe de capacité , une faculté active. Or le contraire est certain , puisque d'un côté nulle Maison n'a le droit de s'assembler , de délibérer , d'agir , & que de l'autre celui qui en est établi Supérieur , n'exerce que le pouvoir du Général.

C'est donc le Général qui est l'Administrateur universel , & il l'est sans comptabilité. Il est donc le possesseur & le propriétaire unique , non-pas personnellement ; (on ne sauroit mettre trop de précision dans des idées que les Jésuites cherchent à confondre.) Il n'est propriétaire que comme Général , que comme représentant la personne de l'Ordre , s'il est permis de parler ainsi. C'est l'Ordre qui est réellement propriétaire ; mais comme l'Ordre est un être intellectuel , il ne peut agir par lui-même , il faut que quelqu'un le représente , & ce représentant ne peut être que celui dans les mains de qui il a déposé toute la juridiction & tous les droits par un mandat absolu.

* C'est une expression énergique de du Moulin, qui l'applique aux vassaux : *Non possident, sed possidentur.*

Ainsi l'unité de Corps & de Domaine , existant dans la main du seul Préposé de l'Ordre , est une conséquence nécessaire de cette autre unité individuelle & numérique établie quant à l'autorité , & jusques dans la volonté ; & tout le système de ma Cause se trouveroit déjà établi , quand même les Constitutions des Jésuites ne se seroient point expliquées par rapport aux biens. Mais elles sont d'ailleurs infiniment énergiques dans cette partie même , & très-concordantes avec le reste. On va reconnoître que tout ce qui constitue le *dominium* , le *jus utendi & abutendi* , l'Ordre l'a abandonné à son Général.

D'abord à lui seul appartient le droit de faire tous les Contrats. *Quosvis Contractus celebrandi omnis facultas est penès prepositum Generalem* (1). Que ce soit à titre gratuit ou onéreux , que ce soient des dons ou des acquisitions , c'est toujours lui qui a la liberté exclusive de les faire ou de les accepter. (2) Il est le maître aussi , lorsque quelqu'un a laissé des biens à la disposition de la Société de les retenir ou de les vendre , de les appliquer à un lieu où à un autre. *Aut vendendo , aut retinendo , aut huic vel illi loco applicando* (3).

Quant aux aliénations , les Jésuites ont parlé dans leur Mémoire sur ce point assez peu exactement. Ils ont gardé le silence sur des titres postérieurs à ceux qu'ils ont cités ,

(1) Comp. const. verbis contract. & gener.

(2) Const. part. 9. c. 3. § 6.

(3) §. 17.

& qui se trouvoient néanmoins renfermés dans le même volume. Il est nécessaire de rétablir cet article.

Les Constitutions paroissoient d'abord n'accorder au Général que la sur-intendance des Colléges : elles sembloient ne lui permettre point de faire des ventes, si ce n'étoit des choses mobilières. Mais toutes ces entraves étoient trop rudes pour un Chef que l'on vouloit faire tout-puissant : On a brisé ces liens importuns.

C'est à une Congrégation générale, à la première même de toutes, tenue en l'année 1558, qu'il a été redevable de cet accroissement de pouvoir. Il acquit dès-lors l'entière liberté de faire tous Contrats, actifs ou passifs, pour des meubles ou des immeubles, sans distinction. *Emptionum & venditionum rerum mobilium vel immobilium.* (1) Une Bulle de 1568 confirma ce Decret.

Par une autre Bulle de 1576, on a déclaré, pour lever tous les doutes, que les biens sur lesquels portoit le droit accordé au Général de disposer par vente, échange, emphytéose, étoient les biens quelconques, immeubles réels, comme fictices, attachés à quelque Maison de la Société que ce fût, Maisons Professes, Noviciats, Colléges, ou tous autres Etablissements : *Bona & stabilia & quasi stabilia & pretiosa mobilia.... Domorum tum professorum, tum Probationis, Collegiorum & aliorum locorum.*

(1) Décret. 1. cong.

Cette Bulle lui imposoit cependant un double soin, l'un de prendre l'avis de ses Consultants, l'autre de faire procéder à une information pour faire constater l'utilité de l'aliénation.

Mais on l'a délivré encore de ces formalités. Une autre Bulle de 1582 l'a établi seul juge de l'utilité, lui a permis de ne faire faire qu'une information extrajudiciaire, lui a permis même de n'en faire aucune. *Informatione summarie ac simpliciter accepta, vel etiam ea omnino omiffa, absque figurâ judicii.*

Si telle est son autorité par rapport aux Noviciats & aux Colléges, seuls établissemens qui chez les Jésuites puissent être rentés; ne doit-il pas avoir une puissance encore plus grande par rapport aux Missions? Les Missions sont en effet condamnées à la pauvreté, & elles ne sont même point susceptibles en soi de former des Etablissements ni des Maisons; elles ne sont que des commissions données par le Général, à des Religieux qu'il députe pour annoncer l'Evangile aux Infideles. Lors donc que ces Missionnaires auront l'industrie d'acquérir des richesses, pourront-elles ne pas tomber à l'instant dans la propriété de la Société, & conséquemment dans la disposition de celui qui la gouverne?

Concluons qu'aux termes de tous les Décrets & dans l'état actuel, le Général des Jésuites a sur les biens de son Ordre, sur les biens de toute nature des différentes Maisons de son Ordre, le même pouvoir exactement

qu'un Propriétaire ordinaire a sur son patrimoine. Il n'est pas Propriétaire cependant , mais il a droit de faire tous les actes de propriété.

Et ce ne sont point là de vains Décrets qu'ait abrogé un usage contraire. L'exécution la plus constante les a confirmés. Les Jésuites les ont observés jusques dans ce Royaume , où ils n'ont à cet égard éprouvé aucun obstacle , parce qu'il ne s'agissoit que d'objets relatifs à la propriété & à la puissance de contracter , droits qui appartiennent au Droit des gens , & dont les Etrangers peuvent jouir en France , d'après leurs titres , ainsi que les Regnicoles.

Lors donc que les Jésuites ont eu à passer quelques actes en France , c'est toujours le Général qui les a faits , ou par lui , ou par quelque Recteur , Supérieur , Provincial , munis de ses pouvoirs exprès , ou chargés de rapporter son consentement & sa ratification. On en a des exemples sans nombre. La donation de l'Hôtel d'Anville devenu la Maison Professe de Paris , le don du Collège de Tournon , celui des Collèges d'Angoulême , de Sens , l'Arrêt du Parlement de Provence pour leur établissement à Aix , la donation du P. de la Grange , la Fondation faite dans ces derniers tems par un Chanoine d'Autun , la Fondation faite en faveur des Jésuites de Bordeaux ; tous ces monumens très-connus , auxquels on pourroit en joindre beaucoup d'autres , justifient de concert , que dans les affaires , soit générales , soit particulières ;

les Jésuites se sont maintenus, relativement au pouvoir exclusif de leur Chef, dans une possession entièrement conforme à leur titre constitutif ; & même lorsqu'il est arrivé qu'on ait négligé dans quelques actes de prendre l'attache du Général, les Jésuites, s'ils avoient intérêt à faire tomber ces Contrats, n'ont pas manqué de se faire de cette omission un moyen de nullité.

Telle est, Messieurs, la forme & l'essence de l'étonnant Régime de cette Société. Vous en embrassez tout le plan d'un coup-d'œil. Y appercevez-vous la marque la plus légère, ou d'une Aristocratie, lorsqu'il n'y a qu'un Chef & point de Collègue, lorsque tous les Officiers dépendans d'un seul, ne portent qu'un vain titre, n'ont que des fonctions précaires, une commission révocable : ou d'une Démocratie, lorsque tous les membres y sont sans voix, sans suffrage, sans activité, lorsque toutes les Maisons y sont condamnées à une inertie absolue qui prouve si parfaitement qu'elles n'ont à elles aucuns intérêts sur lesquels il leur importe de prononcer : ou d'une Monarchie, lorsqu'il n'est pas un Dignitaire qui soit assuré un seul jour de la possession de sa Dignité. Quel est donc ce Gouvernement ? Que ceux qui l'ont établi osent le nommer eux-mêmes.

On a tenté quelquefois d'ébranler ce Colosse de grandeur. Mais les vagues impuissantes se sont brisées contre ce rocher. Le Général s'est relevé plus fort & plus puissant. La

perpétuité de son titre a d'abord été attaquée : on vouloit en borner la durée à trois ans. Ce projet de réforme s'est dissipé. Deux autres ont succédé. On a tâché de supprimer l'amovibilité arbitraire des Officiers , & d'établir que leur exercice seroit au moins triennal. On a voulu en même-tems que toutes les neuf années la Société s'assemblât en Congrégation générale. C'est une Bulle de 1646 qui portoit ces dispositions. Dès 1663 la triennialité des Officiers fut abrogée. Dès 1668 il y eut une surseance prononcée à la tenue des Congrégations générales. Et enfin une dernière Bulle de 1746 a révoqué totalement celle du siècle précédent. Plus de Chapitres généraux , que quand le Chef , qui a intérêt de n'en convoquer jamais , voudra les convoquer , ou que lorsqu'il s'agira de lui nommer un successeur.

Cette dernière Bulle a donné pour motif de sa décision , que le Général suffisoit à l'administration entière , au moyen de la communication qu'il entretenoit si exactement avec tous les Membres du Corps qu'il a à gouverner. Il est un autre motif que montrent les Constitutions : C'est qu'on a pensé que la Société seroit d'autant plus florissante , que la puissance du Chef seroit moins limitée : On a cru que de la réunion de tous les droits dans la main d'un seul qui n'auroit point de Censures à craindre , dépendoit la force , la stabilité , l'harmonie , cet ensemble , ce tissu d'une Société indissoluble. *Ut bene gubernetur Societas.* Rapportons-nous en à elle sur ces

connoissances politiques que le succès a peut-être trop justifiées (1).

Que les Jesuites cessent au moins de mettre en parallèle leur Régime avec celui des autres Ordres. *Toto cælo distant*. Il vaudroit autant comparer les Gouvernemens de l'Orient avec ceux de l'Europe. Sans doute l'action des Créanciers que je défends , seroit insoutenable contre tout autre Ordre Religieux ; mais elle doit réussir contre les Jesuites , précisément parce qu'elle devrait être rejetée vis-à-vis de tous autres Réguliers.

Dans les autres Ordres , toutes les Maisons particulieres forment autant de Corps séparés. Et pourquoi ? C'est qu'elles ont chacune un Régime particulier pris dans leur sein : Chacune a ses Administrateurs certains , ou nommés par le Chapitre général , ou élus par la Maison : Tous ces Supérieurs ont une Jurisdiction propre : Plusieurs sont en titre de Bénéfice. Chaque Maison a sa manse , chaque Maison a ses Assemblées composées de Membres délibérans , qui veillent sur les intérêts communs , auxquels les Préposés rendent compte de la gestion qui leur a été confiée. Voilà tout ce qu'il faut dans l'Etat pour former *personam standi*.

Aussi s'agit-il de contracter ; c'est le Régime particulier qui contracte. Ce sont les Abbés ou Prieurs avec les Religieux qui achètent , qui empruntent , qui vendent.

(1) Const. part. 9. chap. 3. §. 1.

Ce n'est pas que le Regime général n'ait un droit d'inspection universelle, que son autorisation même ne soit nécessaire pour les aliénations d'immeubles. Mais le droit d'inspection ne nuit point au droit de propriété ; & ce n'est qu'à raison de cette même inspection qu'est requise l'autorisation qui ne touche pas d'avantage à la propriété. Une femme mariée a besoin d'être autorisée par son mari ; les mineurs ont besoin de l'être par le Magistrat pour la vente de leurs héritages. La femme, le mineur n'en sont pas moins propriétaires. Et comme le mari ne pourroit aliéner le propre de sa femme sans elle, il seroit hors du pouvoir du Regime général d'aliéner les biens de la Maison particulière sans le consentement du Regime particulier. C'est ce Regime particulier qui devroit passer le contrat.

Il seroit bien inutile ici de s'appesantir sur des choses d'un usage aussi commun. Qu'il soit permis seulement de mettre en opposition avec tous les Textes que nous avons vus, un seul passage des Constitutions de la Congrégation de Saint Maur, relativement à la direction des biens. Les Bénédictins ont aussi un Général. Mais avec quelle sagesse l'autorité n'en a-t-elle pas été tempérée ?

Si quando expediens videatur aliquid nomine Congregationis mutuo accipere, seu eam & bona illius impignorare, vel quovis titulo hypothecare . . . Non poterit R. P. Superior Generalis absque seniorum assistentium consensu. (1)

[1] Const. part. 2. cap. 2. §. 3.

Il y a plus. Il ne peut même, sans le consentement de ses Assistans , autoriser les Monastères particuliers à obliger leurs biens. *Quin etiam facultatem concedere Monasteriis particularibus temporalia eorum bona impignorandi , hypotecandi , vel alienandi non poterit , sine eorumdem Assistentium consensu , ac insuper sine consilio Visitatoris.*

Ce peu de mots prouve trois points : l'un que les Monastères particuliers ont une manse qui leur est affectée : l'autre , que c'est à ces Monastères particuliers qu'il appartient de disposer de leurs biens , sous la condition seulement de l'autorisation. La troisième , que le Général ne peut pas même seul concéder cette autorisation.

Que de disparités ! Quel intervalle immense entre ces Règles des autres Ordres , & le système d'une Société , dont toutes les Maisons reçoivent pour loi la volonté d'un seul homme ; dont tous les établissemens situés au-delà des mers , comme dans notre Continent , éloignés ou voisins du centre où réside cette intelligence unique , ne peuvent être dirigés que par ses ordres arbitraires & irrésistibles ; dont tous les aziles , ne renfermant que des êtres , non-seulement morts aux yeux de la Loi civile , mais encore privés , dans leur état même , de tout principe intérieur d'action , ressemblent plutôt à de tristes tombeaux , ou ne sont qu'un lugubre enclos de murailles où il n'est point d'habitans , si un souffle réparateur ne vient , comme à ces objets que vit Ezéchiel , leur rendre le mouvement & la vie !

Pourquoi tant de dissertations après tout ? Les Jésuites ont résolu eux-mêmes autrefois la question qui s'agite aujourd'hui. Quelle satisfaction n'est-il pas permis d'éprouver, Messieurs, de quelle confiance ne doit-on pas être animé, lorsqu'en produisant au jour une vérité qui, peu analogue aux idées communes, & aux usages ordinaires, sembloit se présenter avec un air de paradoxe, on trouve que ce même système, extraordinaire en apparence, a été soutenu, justifié, démontré par les Adversaires à qui on l'oppose :

Les Jésuites nous disent ici : votre action solidaire ne pourroit être adoptée, qu'autant que vous prouveriez qu'il n'est dans notre corps qu'un patrimoine & qu'un domaine, soit parce que la propriété universelle reposera dans la main de notre Général, soit parce qu'il y aura une communication de biens établie entre toutes les Maisons particulières.

Ainsi parlent les Jésuites en 1761. Nous appellons à notre secours les Jésuites qui existoient en 1629. Nous présentons à leurs successeurs les Ouvrages des PP. Laymann, Mangion, Crusius, Lavanda, & nous leur disons : Lisez : Vos Confreres ont eux-mêmes satisfait à ce que vous demandez de nous.

Voici en effet des Ouvrages bien précieux dans cette Cause. C'est un trait d'une ambition singulière qui leur donna le jour. On ne prévoyoit pas alors que 130 ans après, ce seroient des armes qui se tourneroient contre leurs Auteurs.

L'Empereur Ferdinand II. avoit publié un Edit en l'année 1629. Il ordonnoit que les biens Ecclésiastiques, dont les Protestans s'étoient emparés, fussent rendus aux Eglises Catholiques sur qui ils avoient été usurpés. Tous les Ordres Religieux se présentèrent pour reprendre ceux qui avoient appartenu à leurs Monastères.

Alors les-Jésuites firent paroître plusieurs écrits. Ils soutinrent que l'Empereur devoit faire un plus noble usage de ces biens recouvrés, qu'au lieu de les restituer aux Ordres qui les revendiquoient, il étoit obligé, en conscience, *gravi obligatione in conscientia teneri*, de les employer à établir & à doter des Séminaires, des Colléges, & surtout *quam plurima Patrum Societatis Jesu*.

Quelles étoient leurs raisons? Tous ces biens, disoient-ils, sont devenus vacans. Ils appartenoient à des Monastères particuliers; ces Monastères ont été détruits; les Religieux qui les habitoient ne vivent plus. Nul ne peut reclamer des biens qui sont aujourd'hui *res nullius*. A la vérité l'Ordre dont ces Monastères dépendoient, existe encore; mais ce n'est point l'Ordre qui étoit propriétaire; ces biens étoient séparément le patrimoine des Monastères auxquels ils se trouvoient attachés: l'Ordre n'a point de qualité pour les revendiquer. Ils sont tombés en deshérence.

Et qu'on ne prétende pas, ajoûtoient les Jésuites, que dépouillés comme les autres, nous devons subir le même sort. Nulle pa-

rité à cet égard. Nous sommes hors de comparaison. Notre Ordre est absolument un , s'écrioit la Société : Notre Eglise est une. Aucune de nos Maisons ne forme un Corps séparé. Toutes ne sont ensemble que des parties intégrantes d'un seul tout , elles ne sont que des Membres d'un grand Corps gouverné par un seul Chef , à qui l'Ordre a remis la pleine disposition de tous ses biens , & a consenti que sous sa loi ils fussent tous communicables. *Cum manifestum sit in Societate nostra , membra ejus omnia , sub uno Generali capite constituta , unius Ecclesia corpus constituere... Collegia Societatis non esse singula membra , separata inter se , sed esse membra unius corporis sub uno capite , & habere bona communicabilia.*

Or , poursuivoient - ils , la Société n'est point éteinte , elle vit dans son Chef ; elle peut donc réclamer les biens qu'elle a autrefois possédés. Il est juste de les lui restituer , & de plus il faut lui donner ceux des Maisons des autres Ordres , pour le plus grand avantage de l'Eglise.

Quelle obligation n'avons-nous pas , Messieurs à ces Jésuites , d'avoir si habilement défendu notre Cause ? Et que pourront donc répondre ceux d'aujourd'hui ? Nous les mettons aux mains avec leurs propres Confre-res. Qu'ils les combattent s'ils l'osent.

Les combattre ! Comment s'y prendroient-ils ? Ces écrits n'étoient point l'ouvrage de quelques Particuliers qui , amoureux d'opinions systématiques , n'aient suivi pour guides ,

en les enfantant, que les mouvemens d'une imagination trop vive, ne les aient publiés que par une vanité d'Auteurs. Il suffiroit qu'ils soient sortis de la plume des Jésuites, pour qu'on dût être persuadé que c'étoient des ouvrages non-seulement réfléchis & justes dans le raisonnement, autant qu'ornés des graces de la Littérature, mais encore agréés par les Supérieurs. Car telle est la Loi de cet Ordre, qu'aucun Membre ne peut rien exécuter sans l'aveu de ceux de qui il dépend. Mais d'ailleurs ces Livres ont été imprimés, revêtus de l'approbation expresse du Provincial, en vertu d'un pouvoir formel du Général, *factum mihi potestate à R. P. N. Generali*, & d'après les avis de plusieurs Théologiens consultés; ensorte que c'étoit un Manifeste de la Société entière.

Cessons d'accabler de ce poids nos Adversaires; faisons mieux: Tâchons de concilier les Jésuites de ce siècle avec ceux du siècle dernier, les Jésuites Allemands avec les Jésuites François. Quelle gloire pour moi de les mettre tous d'accord! Dans le vrai, leurs opinions ne sont opposées entr'elles à quelques égards, que parce que les uns étoient un peu plus conséquens que les autres. Les mêmes principes paroissent avoués par eux tous; si la conclusion seule semble différente, c'est que l'intérêt qui éclairoit si fort les premiers, obscurcit un peu dans les seconds leur science dans la Logique.

Nos Adversaires ont avoué formellement dans leur Mémoire imprimé, qu'à la diffé-

rence des autres Ordres dont l'administration générale ressortit à une Diette où le premier Supérieur ne fait que présider , le Général chez eux a seul le droit de connoître & de décider de toute l'administration sans aucune convocation de l'Ordre , & qu'il l'exerce par le ministère de ses Provinciaux , & des Supérieurs de chaque Maison qui sont tous ses comptables.

Il résulte clairement de là qu'il n'y a qu'une autorité & qu'une volonté chez les Jesuites. Nous ne demeurons donc plus divisés que par rapport à l'unité de propriété.

Mais, dès que le Général gouverne souverainement toutes les Maisons par les Préposés qu'il députe & dont il reçoit les comptes, les Maisons n'ont donc point le droit de se gouverner elles-mêmes. Si elles n'ont point la faculté de se gouverner, de s'administrer, de contracter, de disposer, n'est-il pas impossible qu'elles forment des Corps? Elles ne sont donc toutes que des parties & des membres. Donc il n'est qu'un Corps dans toute la Société; & s'il n'est qu'un Corps, n'est-il pas absurde de soutenir qu'il y ait plusieurs patrimoines?

Il ne s'agit plus, pour mettre le sceau à cette première Partie, que d'en développer les conséquences, directement applicables aux actes du P. de la Valette.

Il est avoué que les engagements formés par ce Supérieur de Missions ont obligé efficacement ceux au nom & pour le compte de qui il les a contractés. Il ne reste qu'à voir

de qui il a été ainsi l'Agent. De la Maison de la Martinique, comme le prétendent les Jésuites ? Cela ne sçauroit être. Comment lui eût-elle donné quelques pouvoirs, lorsqu'elle étoit sans pouvoir elle-même, lorsqu'elle ne l'avoit ni élu ni pû élire, lorsqu'il ne lui devoit aucun compte de sa conduite ? Comment eût-elle pris quelque intérêt à ses opérations ? Elle se trouvoit incapable de posséder des biens. Enfin il n'est permis qu'à ceux qui ont un être civil de préposer quelqu'un ; il n'est permis qu'à des Corps de députer. Une Maison en qui il n'est nul germe d'autorité, nul principe de volonté, nul droit de propriété, ne sçauroit former un être moral. Il faut donc chercher ailleurs le mandant du P. de la Valette. Et où le trouver, si ce n'est dans le Chef qui est la loi vivante des Jésuites ? Le P. de la Valette, délégué & comptable du Général, a été l'instrument de ce Chef. Donc c'est le Général qui a contracté par le P. de la Valette ; & l'Ordre que le Général représente, a contracté par le Général : Or, dès que l'Ordre a contracté, est-il possible que l'universalité de ses biens n'ait pas reçu l'impression de ses engagements ?

La qualité seule du Régime de la Société assure ainsi le droit des Créanciers ; ils n'ont besoin d'invoquer aucunes circonstances de Fait.

S E C O N D E P A R T I E.

Jusqu'à quel point la conviction ne se

ra-t-elle donc pas portée dans vos esprits , Messieurs , lorsque tout l'historique de cette affaire développé à vos yeux , vous fera reconnoître un concert parfait entre les principes de l'Institut & la conduite des Jesuites ? Tout est ici lié par une même chaîne. Un point se vérifie par un autre. Le droit vient d'être démontré. Le fait va l'être. Dans le Fait , le P. de la Valette , dont les opérations ont été celles d'un Commerce véritable , n'a rien entrepris , rien exécuté que de l'agrément & sous l'autorité du Général , ou du Régime de la Société.

Dabord , que le genre de travail dont le P. de la Valette s'est occupé , ait été un commerce réel , c'est ce que je n'imaginois pas , je l'avoue , être jamais dans l'obligation de prouver. L'évidence est ici manifeste. La dénégation des Jesuites est révoltante.

Quels sont mes titres ? Des Lettres de change. Des Lettres de change forment déjà des présomptions de Négoce. Quiconque tire des Lettres de Place en Place , est par cela seul réputé Négociant. Il peut être poursuivi comme tel. Il doit être condamné comme tel.

Ces Lettres tirées par le P. de la Valette , ne sont ni en petit nombre , ni pour des sommes modiques. Elles montent à plusieurs millions. Le P. de la Valette en tiroit sur les Négocians de tous les lieux. Son papier circuloit de Cadix à Bordeaux , d'Amsterdam à Lyon , de Marseille à Livorne. Toutes les Bourses retentissoient de son nom : Son nom

étoit inscrit sur tous les Journaux , sur tous les Livres de raison. Il avoit partout des comptes ouverts. Lié par des relations de mille espèces avec mille Commerçans de l'Europe, pouvoit-il n'être pas Commerçant lui-même ?

On objecte que les usages changent selon les lieux. Les Missions régies par le P. de la Valette , possédoient, dit-on , des Habitations. En Amérique , il n'y a pas d'autre voye pour recevoir le prix de sa recolte , que de tirer des Lettres sur l'Europe. Il faut comparer le P. de la Valette à un Propriétaire qui fait vendre les fruits de son héritage.

Quels raisonnemens ! Les Habitations des Missions des Jesuites étoient donc bien considérables , pour être en état de fournir à tant de traites. Et déjà cette immensité de leurs Etablissmens à la Martinique dépose contre eux , elle constate ce même Commerce , au moment qu'ils le nient. Le P. de la Valette les a acquis en moins de huit à neuf années. Qui lui en auroit procuré les moyens ? Auroit-il pû les trouver dans l'économie la plus sévère d'une Maison auparavant médiocre ? Ses prédécesseurs avoient-ils seulement pû commencer l'ouvrage qu'il a porté à ce haut degré ? N'est-il pas sensible qu'il n'appartenoit qu'au commerce , à cette source des grandes & rapides fortunes , d'élever si promptement & si scandaleusement la sienne ? A entendre les Jesuites , leur Mission de la Martinique leur produit 100 écus de rente. Je n'observerai pas qu'il est bien odieux qu'un

Ordre de Religieux possède une étendue de terres, dont quatre-vingt familles seroient satisfaites. Ce que je dirai, c'est qu'en convenant de la grandeur & de la rapidité de ces Etablissmens, il est absurde de désavouer ce qui seul a pu les produire. Les Jésuites s'applaudissent de l'effet ; comment osent-ils & nier & condamner la Cause ?

Mais quels qu'aient été les revenus de cette Mission, jamais ils n'ont pû égaler le montant des traites du P. de la Valette. En vain les Jésuites accumulent-ils plusieurs années de récolte de ces denrées, qui, sujettes à se corrompre par le tems, ne peuvent point être gardées. Jamais leur valeur ne répondra à la somme des Lettres tirées sur les sieurs Lioncy seuls, & moins encore, à celle de tant d'autres traites sur une multitude de Négocians de tous les Pays. Il seroit inutile de se livrer là-dessus à d'arides calculs. D'autres reflexions simples & claires en dispensent.

En quoi consistoient les opérations du P. de la Valette ? Ne faisoit-il qu'envoyer en Europe les denrées de sa Mission, & qu'en recevoir les retours en marchandises Européennes ? Non. Il prenoit l'argent de quiconque vouloit lui en apporter. C'étoit de l'argent versé dans sa Caisse qui faisoit le fonds du papier qu'il donnoit. Pour faire face à tant de Lettres qu'il fournissoit, il étoit obligé d'acheter, & il achetoit en effet les denrées des autres Colons. Il exposoit ces denrées sur la Mer, sans prendre même la précaution de les faire assurer. Quoique le prix de ces

marchandises dût servir à payer en Europe ceux qui lui avoient confié leurs deniers, il les laissoit en péril, il hasardoit leurs gages, tandis qu'il possédoit leurs fonds, & cela pour s'épargner quelques primes d'assurances. Sur les retours il faisoit des gains inouis par une combinaison des échéances éloignées de ses traites, avec ses envois multipliés dans l'intervalle, & avec la valeur des pièces Portugaises qu'il recevoit en échange. Il a le premier, par ses Lettres au pair sur la France, donné à l'Amérique & à l'Europe, un spectacle dont elles ont été étonnées, qui les a flattées dans les commencemens, & qui a excité dans la suite leurs douleurs & leurs plaintes, quand elles ont vû qu'attirant à lui toutes les especes numéraires, se rendant le maître du prix de toutes les productions, ce Jésuite avoit ouvert un gouffre où tout alloit se perdre.

Comment qualifier des entreprises pareilles, si ce n'est du nom de trafic d'argent, de négoce de marchandises, de Banque, & même de Banque téméraire, enfin de monopole ?

Ainsi l'a jugé le Ministère de France, lorsqu'il les a interdites au P. de la Valette, rappelé par ses ordres : & cette décision seroit seule la preuve la plus respectable de ce que nous lui imputons.

Est-ce avancer enfin, Messieurs, quelque chose de si surprenant, de si nouveau, à quoi nos oreilles ne soient point accoutumées, que d'accuser à des Jésuites de faire le commerce ? Je ne prétends point me li-

vrer à une déclamation. Mais il est un principe de Droit ; c'est qu'il est présumable que quelqu'un a commis ce qu'il est dans l'habitude de commettre. On doit facilement croire que le P. de la Valette a été Marchand , si la Société dont il est membre , est Marchande ordinairement.

A cet égard , quelles sont mes preuves ? Ce n'est point la notoriété générale que j'invoque. Quelque peu suspecte qu'elle puisse paroître, quand on voit qu'elle est formée des voix réunies de tant d'hommes de tous les tems, de tous les Pays, de tous les Ordres, de toutes les Religions, je conviens, quelque sûre qu'elle soit alors, qu'elle n'a point dans les Tribunaux une autorité impérieuse. Je ne chercherai point non plus de témoignages dans les écrits publics de ces Observateurs, que le desir de s'instruire dans la connoissance des langues & des mœurs, conduit de contrée en contrée. Je n'en chercherai point dans tant d'ouvrages qui, solides, fideles, estimables, mais ne partant point en un mot d'Ecrivains autorisés, ne méritent dès-lors qu'une confiance humaine & non légale. A quels Titres me réduis-je donc ? Il me suffit d'invoquer les Décrets multipliés des Papes qui ont voulu réprimer le Commerce des Jésuites ; la Bulle d'Urbain VIII. en 1663, celle de Clément IX. en 1669, les Statuts Synodaux de l'Evêque de Berthe en 1670, la Bulle de Clément X. qui les confirma en 1673, l'Ordonnance du Cardinal de Tournon en 1704, la Bulle de Benoît XIV.

en

en 1741 , le Bref de Réformation des Jésuites de Portugal , les Decrets Du Cardinal de Saldanha Réformateur , la Sentence du Châtelet de Paris du 2 Septembre 1760.

D'après tous ces monumens authentiques , qui pourroit m'accuser de témérité , lorsque je dirai que les Jésuites , dès la naissance de leur Société jusqu'à nos jours , conduits dans les climats lointains par le zèle de la propagation de la foi que leur commandoit leur Institut , ont sçu allier l'amour des richesses mondaines avec celui des trésors spirituels ; qu'on a remarqué en tout tems , que l'ouverture d'une Mission préparoit l'établissement d'une Banque ; que partout où la nature donne de l'or & des matieres précieuses , on est sûr de trouver & une Mission & un Comptoir de la Société. Qui peut même se dissimuler que ce n'ait été là un des degrés ou des ressorts principaux d'une Puissance devenue formidable ?

Le Commerce de la Martinique étoit évidemment une portion , une branche , une dépendance du Commerce universel que la Société est convaincue de faire dans les quatre parties de la Terre.

Aussi va-t-on voir de la part du Général ; de la part du Régime de l'Ordre , l'influence la plus marquée sur toutes les opérations de ce Négoce conduit par le P. de la Valette. Ses Supérieurs ne l'ont pas seulement autorisé par leur silence , ils l'ont approuvé , ils l'ont loué , ils l'ont soutenu ; ils ont même géré conjointement avec lui ce Commerce prodigieux : ils

ont de plus commencé à le liquider par l'acquiescement de ses dettes : ils ont enfin disposé d'effets qui en provenoient. Toutes les marques auxquelles la Société pouvoit en être jugée Propriétaire , on les trouve en abondance. Il nous les faut rassembler & réunir. Combien tout ce tableau ne sera-t-il pas frappant ?

Cependant, Messieurs, avant de l'offrir à vos regards , qu'il me soit permis de rappeler un moment à votre souvenir les principes qui doivent éclairer cette discussion. Les Romains nous ont laissé des préceptes lumineux sur tous les sujets qui peuvent se présenter. Pourquoi négligerions-nous d'ouvrir pour quelques instans ces Archives immortelles de raison d'équité & de sagesse ? On y trouve surtout traitée avec exactitude la matière des Contrats des Fils de Famille & des Esclaves par rapport aux actions qui en devoient résulter contre les Peres & contre les Maîtres. C'est à nous de recueillir avec soin ces décisions précieuses des Fondateurs de toute bonne & sage Jurisprudence.

Les Esclaves , dans l'ancienne Rome , ne formoient pas une des moindres portions du patrimoine des Particuliers. Un Citoyen seul en avoit quelquefois plusieurs milliers dans sa dépendance. On ne se servoit pas d'eux seulement pour les fonctions domestiques ; on les appliquoit encore , selon leurs talens , les uns au gouvernement des métairies & des terres , les autres aux Arts Mécaniques , quelquefois même aux Arts Libéraux : on

occupoit ceux-ci au débit de certaines Marchandises : ceux-là étoient préposés à un Négoce plus élevé , à un Commerce terrestre ou maritime , à la manutention d'une Banque. C'étoient dix mille mains qui , employées par un seul homme , travailloient pour lui seul. Leur état les condamnoit à une obéissance absolue. C'étoient autant d'instrumens dociles des volontés d'un Maître , autant de ressorts aveugles de son opulence & de sa grandeur. La Société civile ne les connoissoit point ; ils étoient des corps morts , que l'ame du Propriétaire pouvoit seule animer ; ils étoient des bâtons dans la main d'un Vieillard , qui , s'il lui étoit permis d'être un Despote à l'égard de tous ces Serfs , n'en étoit pas moins obligé d'être un Sujet soumis aux Loix de la République qui les renfermoit les uns & les autres dans son sein.

Quelles regles établirent les Prêteurs pour le maintien de la foi publique , par rapport à tous ces Contrats que faisoient tant d'Agens mûs par une seule Intelligence ? Sans doute on ne regarda point ces actes comme nuls , sous prétexte qu'ils avoient été faits par des individus morts civilement , on ne dispensa point le Maître de les exécuter. Mais voulut-on qu'il n'y eût qu'une partie de ces biens qui fût obligée , & qu'une autre partie demeurât libre & affranchie ? Non. Rien n'eût été plus déraisonnable.

On introduisit des actions dont les noms sont peu usités parmi nous , mais dont les effets s'observent dans toutes les Nations po-

licées ; on créa les actions nommées *institoria*, *exercitoria quod jussu*, *de in rem verso*. Les deux premières étoient relatives à des négociations générales, les deux autres concernoient les contrats particuliers. Les trois premières étoient solidaires, la dernière seule ne l'étoit pas. En peu de mots, je vais rendre tout cela sensible.

L'action Institoire se donnoit contre le Maître, pour raison d'un commerce quelconque, à la tête duquel il avoit mis un Institeur, un Facteur. Ce Commis représentoit le Maître : il l'obligeoit, & avec lui tous ses biens (1).

Cette règle tient à la règle générale que tout mandataire lie le mandant ; mais elle s'exécute plus étroitement encore dans le Commerce, que dans les affaires particulières, parce que c'est tout un Public qui est intéressé dans le cas d'un magasin, d'une banque publiquement ouverte sous la direction d'un Facteur.

Parmi nous, il faut rapporter à cette action institoire, non-seulement celle que les engagements des Commis produisent contre les Maîtres qui les ont chargés de quelque fonction, mais encore celle qui s'exerce contre tous ceux qui pouvant empêcher que les personnes soumises à eux ne fassent un négoce, ne les en empêchent pas. Ainsi la femme mariée, Marchande publique, oblige son Mari. Elle l'oblige, par la seule raison que

(1) Tit. de inst. act. ff.

le Mari ne pouvant ignorer son commerce , & l'ayant souffert , est censé l'avoir autorisée pour en partager les profits avec elle. Ainsi encore , dans les pays où la puissance paternelle est établie , un fils de famille engagera son pere , qui est présumé également avoir autorisé un négoce qu'il voyoit sans le défendre , & dont il recueilloit effectivement le fruit par le droit de sa puissance.

En un mot , *qui scit & passus est , in solidum tenetur. Qui cum prohibere posset , non prohibuit , mandare creditur.* C'est le vœu des Loix 2. 3. & 5. ff. de noxal. act. de la Loi 60. ff. de reg. jur.

Il en est de même de l'action exercitoire (1). Elle ne regarde qu'une seule espece de commerce , le commerce maritime. Mais elle se confond dans l'action Institoire , & les regles de l'une & de l'autre sont absolument semblables.

L'action *Quod jussu* , (2) avoit lieu dans le cas d'un acte particulier , lorsqu'un esclave avoit contracté au nom & par l'ordre de son Maître. Celui-ci étoit , sans contredit , obligé comme s'il eût contracté lui-même : cela se réfère au mandat ordinaire , & il faut y ajouter ce que je viens de dire que celui-là *jubere , mandare creditur , qui scit & cum prohibere possit , passus est.*

Reste l'action *De in rem verso*. (3) Voici

(1) Tit. de exerc. act. ff.

(2) Tit. Quod jussu ff.

(3) Tit. de in rem verso. ff.

dans quelle occasion elle s'intentoit. Un esclave , un fils de famille sans être autorisé ni tacitement , ni expressément par son Pere ou par son Maître , avoit fait un contrat , sur le pécule que les fils de famille avoient ordinairement , & que quelquefois les Maîtres permettoient aux esclaves d'avoir. L'autre contractant venoit à découvrir que ses fonds avoient tourné en tout ou en partie au profit du Pere ou du Maître , alors il exerçoit l'action *de in rem verso* , qui n'étoit point solidaire , & dont l'étendue étoit mesurée sur ce dont il étoit prouvé que le Pere ou le Maître avoit profité.

Dans les trois premiers cas où les actions *institorie* , *exercitoire* , & *quod jussu* , étoient ouvertes , le Créancier auroit bien pû , s'il l'eût voulu , intenter aussi l'action *de in rem verso*. Mais la Loi prononce qu'il eût été un insensé , *erit stultissimus* , si , quand les autres actions lui donnoient un droit de solidité incontestable , il se fût , par l'exercice de la quatrième , constitué dans la nécessité de prouver que quelque chose avoit tourné au profit du Maître (1).

Telle étoit donc en substance la Jurisprudence Romaine sur les contrats faits par les personnes qui sont dans la puissance d'autrui. Que l'application en est ici directe & frappante ! Les Créanciers pour qui je parle , ont visiblement contre le Général & l'Ordre des Jésuites les trois premières actions solidaires

(1) Inst. § 5. *quod cum eo qui in alien. potest.*

de leur nature; & c'est à celles-là qu'ils se tiennent , d'après le conseil de la loi , ne voulant point être assez ennemis de leurs intérêts pour se contenter de la dernière.

Pour le succès de ces trois premières actions, il leur suffira que le Maître du P. de la Valette , le Général des Jésuites , ait institué , ait autorisé ce Missionnaire , expressément , ou tacitement , pour les opérations qu'il a faites.

D'abord il est impossible que le Commerce du P. de la Valette n'ait point été connu du Régime de la Société. C'étoit un Commerce public. C'étoient des entreprises d'éclat. Les vûes si vastes de ce Religieux , le nombre infini de ses relations , toutes ses traites , tous ses envois , les voyages continuels de ses Vaisseaux , ses rapides progrès , frapoient les yeux de tous les Négocians , faisoient l'étonnement de toutes les Places. Ses correspondances étoient établies dans toute l'Europe , avec une multitude de personnes , dans des Villes où la Société a des Maisons. Ne se feroit-il donc jamais trouvé , ou chez les Jésuites , ou parmi les *Externes* , quelqu'un qui donnât des avis au Général ? Dans la Maison même de la Martinique , n'y avoit-il pas des Consultants , un Admoniteur , des gens dont la fonction est d'épier & de dénoncer ? Pourquoi tant de bouches auroient-elles été muettes ?

Mais le P. de la Valette lui-même , obligé par les loix de son état de découvrir à ses Supérieurs ses plus secrets desseins , auroit-il

tenté de dérober à leur connoissance un Commerce dont la Martinique , la France , l'Espagne , l'Italie , la Hollande alloient être le théâtre ? Et s'il eût osé former , sans leur aveu , un aussi grand projet , auroit-il pû l'exécuter ? Ou c'étoit un Jésuite fidèle à ses vœux , ou c'étoit un rébelle. Au premier cas il n'a dû agir que par l'impression & d'après les ordres de son Général. Au second , il méritoit d'être réprimé & puni , & il ne l'a point été.

Ne devoit-il pas d'ailleurs instruire le Général , par des lettres fréquentes , de la situation de sa Mission ? (1) L'Institut lui en faisoit un précepte. *Per crebram litterarum communicationem*. Le même Institut l'assujettissoit à envoyer au Provincial tous les quatre mois deux états ou catalogues , dont l'un devoit détailler tous les biens de la maison , (2) *cum suis redditibus* , & par conséquent énoncer le produit du commerce qui en étoit l'objet le plus important. Enfin n'étoit-il pas obligé de rendre un compte exact tous les ans & de la recette & de la dépense de sa Maison , *totius administrationis* ? (3)

En vérité , ce seroit vouloir fermer les yeux à la lumière , que de douter que le Général n'ait été informé des entreprises , des succès , des accroissemens du Commerce du P. de la Valette.

(1) Const. part. 7. cap. 2. §. 2.

(2) Part. 9. cap. 6. §. 3.

(3) Part. 4. cap. 2. §. 5.

Mais , si le connoissant , & pouvant d'un mot le faire cesser , il n'y a mis aucun obstacle , il l'a donc agréé , il l'a donc approuvé , il l'a donc autorisé. *Quis scit & passus est quod prohibere potuit mandare videtur , jubere creditur , in solidum tenetur.* Il ne m'en faudroit déjà pas davantage pour faire admettre mon action solidaire contre lui & contre son Corps.

Allons plus loin cependant. Quelques puissantes que soient ces premieres raisons , on pourroit prétendre qu'elles ne forment que des présomptions , légales à la vérité & seules suffisantes. Mais il faut donner des démonstrations positives. Les Lettres de mes Adversaires eux-mêmes , vont les présenter en foule.

Pour plus d'ordre & de clarté , je diviserai les tems en deux Epoques , l'une antérieure , l'autre postérieure à la faillite des Srs. Lioney.

I. Dans la premiere Epoque , le P. de la Valette avoit bien des Correspondans parmi les Négocians ; mais il en avoit aussi parmi les Jésuites. Et quels étoient ces Jésuites ? Le P. de Sacy & le P. Forestier ; le premier , Procureur Général des Missions ; le second , Provincial de la Province de France , deux Officiers éminens dans l'Ordre , qui ne pouvant agir que de concert avec le Général , composoient ou représentoient le Regime.

Ces deux Officiers Supérieurs servoient donc de Correspondans au P. de la Valette. D'abord , à l'égard du P. de Sacy , c'est lui

qui s'est annoncé pour tel dans toutes ses Lettres.

Vous pouvez compter sur moi , écrivoit-il aux sieurs Lioncy le 12 Fevrier 1755 , comme sur le P. de la Valette lui-même. Toute ma peine est de ne le pas valoir à beaucoup près. Je voudrois pouvoir égaler son mérite , pour vous être plus utile. A l'instant le P. de Sacy , pour effectuer cette promesse de seconder toutes les entreprises de son Confrere , ajoute : A vûe de pays je serai en état de fournir à vos traites au mois d'Avril prochain pour 50000 l. & peut-être même pourrai-je aller jusqu'à 60 mille . . . Je ne sçaurois pourtant encore vous l'assurer. Trouveriez-vous quelque inconvénient de n'en tirer que 25 ou 30 sur moi , & le reste sur M. Laleu ? En ce cas , je remettrai à M. Laleu des fonds pour 25 ou 26000 liv. Si cela ne vous incommodoit point , cela m'accommoderoit fort. J'attendrai votre réponse pour donner à M. Laleu ces fonds que j'ai actuellement tout prêts chez moi en dividendes sur la Compagnie des Indes. N'est-ce pas là le vrai stile du Commerce ?

Dans une Lettre au sieur Bellacla de Bordeaux , du 29 Juillet 1756 , le P. de Sacy disoit : *Je voudrois pouvoir accepter moi-même votre Lettre de 9000 liv. Je ne balancerois pas à le faire ; mais je n'ai pas , ni ne prévois avoir l'argent qui seroit nécessaire à l'acquitter à son échéance.*

Il s'écrioit pathétiquement dans une autre Lettre au sieur Testar de Bordeaux du 20 Avril 1758 : *Où est le temps que je payois*

d'avance , & même sans rien prendre pour l'escompte , les Lettres qui étoient tirées sur moi ? Cet heureux tems n'est plus. Je suis dans la plus grande disette d'argent pour m'être épuisé en faveur des Créanciers du P. de la Valette. Mais j'adore les desseins du Seigneur , qui me reservoit sur mes vieux jours une si pesante croix , & je m'y soumets. Des Traités ! Des Escomptes ! Quel langage dans la bouche d'un Religieux ! Et que ces traits de piété figurent décemment auprès de tous ces regrets aimers pour des biens vils qu'on a abjurés par quatre vœux solennels !

C'est encore au P. de Sacy , c'est aussi au P. Forestier Provincial , que le P. de la Valette recommanda aux sieurs Lioncy de s'adresser , lorsque rappelé en France , il étoit obligé de partir de la Martinique. Il les renvoya à ces deux Confreres , pour recevoir d'eux les premiers fonds des achats de deux Vaisseaux & de toutes sortes de Marchandises. Et ce furent en effet & ce Provincial & ce Procureur Général , qui leur comptèrent 200000 liv.

Mais voilà le P. la Valette rappelé par le Ministère. S'il a fait un négoce que la Société n'autorisât point , elle doit joindre le châtimement de la discipline Monastique à celui que le Gouvernement lui prépare ; ou si elle croit par honneur pour l'Ordre , devoir exciter en sa faveur la clémence du Souverain , ce même honneur ne lui ordonnera-t-il pas de ne le dérober à la sévérité du Roi , que pour lui faire sentir le poids de la sienne ? Dans son

Mémoire elle s'est exprimée ainsi : *Si le P. de la Valette eût fait le Commerce , il seroit coupable , il auroit prévariqué , & le retour de la paix seroit l'époque de sa destitution , de sa punition la plus sévère.* De quelle rigueur ne va donc point user la Société ? Voilà ce Coupable déferé au Ministère. Le voilà obligé de repasser la Mer , de venir de 1500 lieues rendre compte à son Roi d'une conduite dont la Colonie & la France se plaignoient amèrement. Le coup va donc tomber enfin. Non. Dans la circonstance même du rappel , la Société récompense le Jésuite accusé. Elle l'élève au grade de Supérieur Général des Isles du Vent. Elle veut le fixer par ce titre imposant à la Martinique , d'où le Roi veut le retirer. Il arrive à Paris. Tous les Jésuites de la Maison Professe lui tendent les bras. Toutes les voix de la Société célèbrent ses talens. On le protege à la Cour pendant une année entiere. On entreprend d'abord de le justifier , cela n'étoit pas possible , les preuves étoient trop claires. On cherche à l'excuser du moins. On n'y réussit pas davantage. On s'humilie enfin. On sollicite son pardon ; & si on l'obtient , c'est sous la condition imposée à titre de correction , qu'il abandonnera toutes les occupations profanes qui lui avoient mérité sa disgrâce. A l'instant , il est revêtu de la dignité de Visiteur général , Préfet Apostolique. Voilà comment les Jésuites savent punir.

Il repart : & dans le même tems le P. de Sacy écrit : *Le P. de la Valette est de ces hommes*

hommes rares avec qui l'on vit volontiers, qu'on goûte toujours de plus en plus, & dont on ne se sépare jamais qu'avec un extrême regret. Son éloignement m'a mis l'amertume dans l'anie. Il est certain que notre Mission de la Martinique a besoin de sa présence : Son trop long séjour en France lui a fait grand tort. Le voilà enfin en route pour y retourner. J'en benis Dieu, je le prie qu'il le conduise heureusement au Port : Son arrivée rétablira l'ordre partout. Qu'il vive, & le mal sera bientôt réparé... Du reste, vous pouvez compter sur moi comme sur lui-même.... je serai en état de fournir à vos traites &c.

C'est au sieurs Lioncy qu'étoit adressé ce pompeux éloge du P. de la Valette. Avec les sieurs Lioncy, il ne pouvoit être question que du temporel de la Mission. C'est donc sur ce temporel que le P. de Sacy attiroit par ses prières avec tant de ferveur les bénédictions du Ciel. C'est cet établissement si cher, que la trop longue absence du P. de la Valette avoit endommagé. Mais il y retourne, il le rétablira dans sa splendeur. Il lui est ordonné de tout réparer. Qu'il vive; & l'avenir répondra au passé.

Ainsi, le passé a été approuvé : ainsi, l'avenir a été réglé & prescrit.

Ici se présente, pour couronner nos preuves, la Lettre de l'Assistant du Général, écrite toujours dans le même tems. Elle est datée de Rome du premier Janvier 1755, signée du P. Flachet. Elle étoit adressée au P. de la Valette. Mais celui-ci la remit aux

sieurs Lioncy , comme un titre qui devoit faire leur sûreté. Elle renferme en effet , toute seule , l'autorisation la plus complète.

Mon Révérend Pere , je prie votre Révérence d'agréer les souhaits que je lui fais du meilleur de mon cœur , d'une heureuse année , d'un prompt départ , & d'une bonne & courte navigation. Il y a quelque tems que j'eus l'honneur d'écrire à votre Révérence , que notre R. P. Général lui permettoit d'emprunter les sommes dont elle auroit besoin pour mettre dans une bonne situation le temporel de sa Mission. Le Pere de la Valette étoit ainsi autorisé à faire tous les emprunts que l'avantage du temporel de la Mission lui feroit juger nécessaires : son pouvoir sur cela étoit indéfini. Je vois à présent par votre Lettre que je ne m'expliquai pas assez clairement , & que votre Révérence veut , dans les emprunts qu'elle fera , agir avec la permission de notre R. P. Général , & l'agrément du R. P. Provincial de la Province de France. On trouvera singulier que le P. de la Valette , qui avoit reçu un premier pouvoir illimité , ait demandé lui-même dans la suite à être gêné. Quoiqu'il en soit , il faut bien que les consentemens qu'il s'imposoit la nécessité d'obtenir , soient intervenus , puisque la Société avoue que ses engagements sont valides ; & cette même circonstance ne sert qu'à montrer davantage que tout le Régime a concouru. Notre R. P. a fort approuvé cette disposition , & me charge de vous écrire qu'il vous permet de faire , pour la fin que vous vous proposez , & qui est de bien établir le revenu tem-

porel de votre Mission, tous les emprunts que vous jugerez à propos, & que vous aurez fait approuver par le P. Provincial de France... Pour la fin que vous vous proposez, dit-on à ce Missionnaire. Il est écrit dans les Constitutions que, quand le Général envoie un Jésuite en Mission, il doit lui tracer le plan de sa conduite, *ad finem quem in animo habet*. Ainsi les termes *ad finem quem in animo habet*, signifient bien établir le revenu temporel d'une Mission, & à en croire tous les monumens historiques, bien établir le revenu temporel d'une Mission, signifie ouvrir un Commerce. C'est dans le Commerce ouvert par le Pere de la Valette, que consistoit le revenu de la Mission de la Martinique. Voilà donc ce Commerce évidemment autorisé par le Régime. Votre Révérence, continue l'Assistent, peut agir sans inquiétude, conformément à cette Lettre-ci, puisqu'elle a été lûe & approuvée par sa Paternité. J'ai l'honneur d'être, &c.

Toutes les traites dont il s'agit dans la Cause sont postérieures à cette Lettre du Général remise aux sieurs Lioncy. Le Général est donc constamment leur obligé. Le P. de la Valette les a tirées pour établir avantageusement le temporel de sa Mission. Le Général le vouloit. C'est donc le Général qui les a tirées par cet Agent. Tels sont les faits de la premiere époque.

II. Je ne crains pas d'avancer, Messieurs, que ceux de la seconde font sortir avec plus d'éclat encore cette vérité, que le Commerce

de la Martinique étoit le Commerce de la Société. Elle va en adopter les dettes , promettre de les payer , commencer à les payer en effet , donner un nouveau Correspondant au P. de la Valette , mettre la main sur les fonds envoyés par ce Jésuite Négociant.

Dans le tems que les sieurs Lioncy se soutenoient encore en chancelant , & en luttant contre la perte de leur crédit anéanti par la funeste capture des Anglois , le Général , persuadé que c'étoit à la Société à mettre ces Correspondans en état de faire face à leurs acceptations dictées par leur confiance en elle , ordonna un emprunt de 500000 liv. Cette intéressante nouvelle , n'arriva , il est vrai , malheureusement à Marseille que trois jours après le dépôt du Bilan des sieurs Lioncy au Greffe des Consuls. Mais l'emprunt n'en avoit pas moins été déterminé par le Chef de la Société. Le P. de Sacy l'atteste dans une de ses Lettres adressée aux sieurs Bellacla , du 16 Juillet 1756. *On avoit réglé ici & à Rome un emprunt considérable.* Quoi de plus fort ? Quelle reconnoissance authentique de la part de la Société que les obligations du P. de la Valette étoient les siennes !

La faillite des sieurs Lioncy s'ouvre au mois de Février 1756. La Société interrompra-t-elle son Commerce pour un incident , déplorable à d'autres yeux , indifférent aux siens ? elle le continuera , en abandonnant les sieurs Lioncy , puisqu'ils lui sont devenus inutiles ; elle leur donnera un successeur ; ce ne sera point le Pere de la Valette , ni moins encore

la Maison de la Martinique qui choisira ce nouveau Correspondant , ce sera le Régime. Le P. de Sacy écrit aux sieurs Lioncy eux-mêmes le 21 Avril 1756, que par ordre de ses Supérieurs, & sous leur autorisation, il a envoyé une Procuration à M. Rey l'ainé. Dans une autre Lettre du 9 Juin, il leur marque, qu'il a fait savoir à Cadix à ceux qui étoient chargés de sa Procuration, que celle du sieur Rey la révoquoit & l'annulloit. Ensorte qu'il y avoit même eu une Procuration précédente pour Cadix de la part du Régime. Que toutes ces circonstances sont remarquables !

Le 18 Avril 1756, le même Procureur Général des Missions écrivoit aux Sieurs. Bellacla, porteurs d'une traite de 9000 liv. J'ose vous assurer, Messieurs, que vous ne serez pas obligés d'en venir à l'extrémité de renvoyer votre Lettre à la Martinique ce qui, par les frais de retour, en doubleroit le montant . . . Quoique Messieurs Lioncy freres, & Gouffre, qui doivent l'acquitter, ayent cessé leurs payemens, elle n'en sera pas moins payée à son échéance. Ce ne sera plus à Mrs. Lioncy qu'il faudra s'adresser, mais bien à M. Rey l'ainé, qui a bien voulu se charger à Marseille, où il est Négociant, de la correspondance qu'avoient les Lioncy avec nos Missions. Comme Procureur Général de nos Missions de l'Amérique Méridionale, je lui ai envoyé, avec une autorisation en bonne forme des Supérieurs de qui je dépends, tous les pouvoirs qui lui sont nécessaires pour terminer les affaires desdites Missions, & en particulier celle de notre Mis-

tion de la Martinique. Ainsi, vous pouvez compter que votre Lettre de Change sera payée à son échéance. Voilà une assurance positive, capable seule de former un engagement réel.

La même promesse, le P. de Sacy l'avoit déjà donnée aux Sieurs Lioncy eux-mêmes dans une lettre du 22 Mars 1756. *A l'égard des Lettres de Change acceptées, je compte les faire acquitter à Marseille, où s'en est fait l'acceptation; cela me paroît plus convenable.*

Aussi a-t-on réellement payé une partie de ces Lettres, & avec quels fonds? *Avec de gros emprunts qu'a fait le Régime, & qu'il a remis entre les mains du sieur Rey. C'est encore le P. de Sacy qui l'assure dans sa déclaration signifiée à Marseille le 24 Novembre 1759. Le Mémoire imprimé des Jésuites renferme le même aveu.*

Qu'attendons-nous après cela, Messieurs? La Société ne s'est-elle pas jugée elle-même? Elle a promis d'acquitter les dettes dont il s'agit, elle en a acquittées. Est-elle recevable aujourd'hui à rejeter le reste, dont l'origine est la même? La Société a prononcé son Arrêt. Le votre ne fera que confirmer une condamnation qu'elle avoit senti devoir s'imposer.

Puisque le Régime de la Société payoit les dettes du Commerce géré par le P. de la Vallette, il étoit naturel qu'il en prit les fonds. Aussi en a-t-il disposé avec une autorité qui caractérisoit bien le propriétaire. Nous ne pouvons sçavoir ce qui s'est passé dans toutes les conjonctures. Nous ne sçaurions pénétrer dans les comptes secrets que les Supérieurs

se sont fait rendre par le P. de la Valette. Mais du moins le P. de Sacy nous a révélé cette anecdote : *Il apprit , c'est lui qui parle ainsi dans sa déclaration , que le P. de la Valette avoit fait des envois à des Négocians d'Amsterdam , que ceux-ci prétendoient être destinés par ledit Pere à d'autres payemens que ceux qui se faisoient à Marseille ; qu'appréhendant avec raison , que cette destination prétendue ne nuisit aux arrangemens pris , il se fit autoriser de nouveau par les premiers Supérieurs pour s'y opposer efficacement ; que muni de leurs pouvoirs , il fit une injonction juridique aux Correspondans Hollandois du P. de la Valette de n'avoir nul égard aux ordres qu'ils avoient reçus dudit Pere , & de remettre à M. Rey l'ainé tous les fonds qu'ils avoient faits par les ventes dudit envoi ; qu'il eut beaucoup de peine à les reduire , qu'enfin il en vint heureusement à bout.*

Quoi ? Dans tout autre Ordre Religieux , le Régime général auroit-il eû le droit de disposer sans le consentement , contre le vœu du Régime particulier , d'une portion de son bien , d'en changer l'emploi , d'en détourner la destination ? Les Jésuites ont donc des Loix différentes. Il falloit donc réellement que les biens , les revenus , le Commerce de la Martinique , n'appartinssent point à la Maison dont le P. de la Valette étoit Supérieur ; & si c'est la Société qui en étoit propriétaire , comment les dettes pourroient-elles lui en être devenues étrangères ? Ainsi elle voudroit jouir du bénéfice , & ne

point porter les charges. Que ce sentiment est beau !

Une révolution s'est faite dans les idées de la Société. Elle ferma la caisse que tenoit le sieur Rey , elle cessa ses payemens. Le Général écrivit le 26 Septembre 1759. *Jamais le P. de la Valette n'a été autorisé par ses Supérieurs dans les emprunts considérables qu'il a faits.* C'étoit une menace de nullité contre tous les engagements de ce Religieux. Il conseilloit cependant de renvoyer à la Martinique les Lettres de Change protestées : C'étoit un Conseil insidieux , qu'un seul Créancier a suivi , & il a reçu du P. de la Valette , pour réponse , la Lettre la plus fière & la plus dure.

Du moins le Général , s'il ne donnoit pas des raisons satisfaisantes , mettoit-il dans toutes ses expressions la douceur , la civilité la plus tendre. Il faut lui rendre cette justice. Il n'épargnoit point les témoignages de sensibilité au malheur des Créanciers. Point de secours réels , mais beaucoup d'invitations à la patience : C'étoit avec des protestations d'une reconnaissance éternelle , qu'il étoit ingrat.

Avec la même effusion de cœur , que rendoient plus touchante encore les élans d'une sainte dévotion , le P. de Sacy recommandoit à Dieu les intérêts de tous ces Créanciers. Il partageoit , il ressentoit toutes leurs peines. S'il ne les soulageoit pas , c'est qu'il ne le pouvoit point ; mais ses prières demandoient chaque jour pour eux les consolations du Ciel.

Sans entreprendre de qualifier de pareilles

lettres , voyons si à toute la politique du Procureur Général & du premier Supérieur de Rome il ne sera point échappé quelque nouvelle reconnoissance de ces mêmes dettes qu'ils étoient résolus désormais de méconnoître.

Par une lettre du 25 Octobre 1759 , le Chef des Jésuites assure être *charmé d'apprendre* que le P. de Sacy eût par une voie secrète fait toucher au sieur Février du Caza une somme de 1200 liv. *S'il n'a pû faire d'avantage , c'est que la guerre a rendu les emprunts impossibles ; & par-là nous sommes plus à plaindre que vous.*

Le paiement des 1200 liv, avoit été fait avec des fonds qui ne provenoient pas du Commerce de la Martinique. Le Général n'en approuve pas moins le P. de Sacy. Il le loue des emprunts qu'il a faits ou voulu faire : il se regarde comme à plaindre que la guerre ne permette pas qu'on en fasse d'autres. Ne reconnoit-on pas-là le langage de quelqu'un qui se sent obligé de payer ? Mais la guerre ! Quelle excuse ! Si les Jésuites en trouvent le poids si pesant pour eux , ne voient-ils pas qu'il tombe avec bien plus de force sur tant de familles dont les fonds sont dans leurs mains ?

Je vous assure, dit le Général dans une autre lettre du 27 Février 1760 , adressée au Sr. Cazotte , *que parmi les disgraces qui nous accablent de toutes parts , les affaires de la Martinique me percent le cœur . . . La grâce que je vous demande , & que vous voudrez bien joindre à tant d'autres que nous avons déjà reçues*

de votre part , c'est d'accorder le délai qui sera jugé nécessaire pour prendre les arrangements convenables. Le Général demande un délai. Il se confesse donc débiteur ; & la Société parle par sa voix.

Il est inutile d'examiner les autres lettres de ce Chef : Postérieures aux Sentences des Consuls , elles se ressentent un peu du chagrin que lui causoient ces Jugemens publics.

Mais il faut revenir un moment à celles du P. de Sacy. Qu'écrivoit-il dans les mêmes circonstances , après que le sieur Rey eut cessé de payer pour la Société ? *Je ne suis plus le maître de mes démarches : Ce sont mes Supérieurs qui les reglent ; je ne suis que leur simple Agent.* Sans doute ; mais en cette même qualité il les avoit liés. *Ce que je dis de moi , je le dis du P. de la Valette ; il dépend aujourd'hui plus que jamais d'eux ; & ce qu'il feroit désormais sans leur attache , seroit entierement nul.* Déformais. Tout ce qu'il avoit fait auparavant étoit donc entierement valable. *Je m'étois flatté de bien des choses que je serai peut-être obligé d'abandonner par ce principe de dépendance ; il en sera ce qu'il plaira à Dieu , dont mes Supérieurs me tiennent la place.*

Ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire , portoit une autre de ses lettres du 3 May 1756 , que je n'étois point le maître , paroît se vérifier de plus en plus. Je dépends de mes Supérieurs , & je fais l'impossible pour les faire entrer dans mes vûes ; mais comme les choses se traitent de loin à loin , de Paris à Rome , elles éprouvent nécessairement des lenteurs.

Quand j'ai dit, Messieurs, que tous les Faits de cette Cause vérifioient les principes de l'Institut, me suis-je éloigné de la vérité ? Ne voyez-vous pas sans cesse paroître sur la scène le Supérieur de Rome, le Général ? Il n'ignore rien. Tout se traite avec lui. C'est à lui à statuer sur tout. Il n'est rien qui ne se rapporte à lui.

Un autre point est à remarquer. Avec quelle humilité profonde le P. de Sacy ne professe-t-il pas dans ses lettres l'aveugle obéissance qu'il a vouée à ce Chef Suprême ? Et ce n'est point ici dans une matière spirituelle qu'il la pratique. Que dis-je ? Il en subit la loi dans une circonstance où l'injustice étoit aussi évidente qu'odieuse. Ce Jésuite & son Confrere, le P. de la Valette, ont fait le malheur des sieurs Lioncy. Tous deux ont été avoués & flattés par le Régime, tant que le Commerce des Missions prospéroit. Une catastrophe arrive. Elle entraîne la ruine de ces Correspondans infortunés. On pourroit cependant les retirer de l'abîme. On le devroit. Le Régime s'y oppose : Tous les pouvoirs sont retirés ; & le P. de Sacy ne devient plus qu'un Orateur inutile, réduit, pour s'excuser, à se couvrir du voile d'une autorité toute puissante. Quel Gouvernement ! Peut-être le P. de Sacy gémiroit-il intérieurement de cette perfidie, s'il n'étoit obligé encore de renoncer à ses sentimens particuliers. Il se met un bandeau sur les yeux, il cherche à se rassurer, en disant : *Il en sera tout ce qu'il plaira à Dieu, dont mes Supérieurs me tiennent la place.*

Ce qu'on ne peut cependant lui pardonner à lui-même , c'est ce langage d'une de ses Lettres du 29 Juillet aux sieurs Bellacla : *Dans le cahos où les Lioncy nous ont jettés par leur faillite , je crois qu'il seroit de l'humanité de nous donner le tems de nous retourner.*

Lorsque les sieurs Lioncy jouissoient de leur état , ils étoient les *chers amis* des Jésuites , on étoit *leur serviteur avec respect*. L'infortune de ces Négocians distingués ne devoit que les rendre plus respectables à ceux qui l'avoient causée. Ils ne sont plus cependant que les Lioncy.

Et est-ce donc encore pour ajouter l'insulte à l'oppression , qu'on vient leur reprocher d'avoir jetté les Jésuites dans un cahos ? Eux ! ils ont jetté la Société dans un cahos , lorsque la Société les a perdus , les a écrasés , lorsqu'elle est l'Auteur de cette faillite dont elle leur fait un crime !

Abandonnons toutes les autres Lettres de ces Jésuites : On ne pourroit plus les examiner avec tranquillité.

Il reste pour démontré , que le Pere de la Valette a fait le Commerce , qu'il l'a fait sous l'autorité du Régime de son Ordre , qu'il l'a fait pour le compte de sa Société. C'est la Société des Jésuites qui a commercé par les mains du P. de la Valette. En cet état , comment ne seroit-elle pas tenue sur tous ses biens des dettes contractées dans le sein d'un tel Négoce ? Le Droit qui domine sur tous les autres , le Droit naturel ; celui qui gouverne tous les hommes comme Citoyens

toyens de la terre , le Droit des Gens , les Regles établies partout entre les Négocians , la bonne foi , la fidélité , toutes les Loix morales , politiques & civiles , n'ordonnent-elles pas de concert que , qui a fait ou fait faire un commerce en subisse les engagements , que comme les gains sont à lui , les pertes soient pour lui , que s'il a eu le crédit d'emprunter , il ait la justice de rendre ? C'est par ce Commerce que les Jésuites ont accru leur puissance & leurs richesses. C'est sur la foi d'une banque publique qu'on leur a porté des sommes immenses. C'est par confiance en eux & dans leurs papiers qu'une infinité de Propriétaires ont versé dans leurs mains toute leur fortune. C'est par-là que mille familles sont tombées dans la pauvreté , & qu'ils sont devenus plus opulens. A ces victimes malheureuses de l'ambition des Jésuites , qu'est-ce qu'ils répondent ? Ils n'ont que des larmes à répandre devant Dieu . . . Ah ! C'est vous qui en faites couler. Vous êtes riches de notre substance. Dieu veut-il que des pleurs vous acquittent , quand vous retenez nos biens , quand vous nous arrachez les alimens & la vie ?

Mais modérons cette chaleur , toute juste qu'elle est , & reprenons le fil de notre Cause , pour rechercher & réfuter d'avance les Objections qu'on peut me préparer. Car c'est tout ce qu'il me reste à faire ; & encore espère-je sortir promptement d'une carrière où il n'est pas possible que je rencontre des difficultés bien sérieuses.

O B J E C T I O N S.

Je ne sai d'abord si l'on m'opposera un article des privileges des Jésuites. Il en est un qui ordonne à tous les Juges, qui vous ordonne, Messieurs, lorsqu'il s'élève des questions entre la Société & les Externes, pour peu que ces questions soient douteuses, de les décider en faveur de la Société.

Quoties dubium fuerit in intellectu privilegiorum nostra Societatis, semper per Jurisperitos & alios Judices, in favorem Societatis fiat interpretatio (1).

On pourra me dire que je ne dois pas diviser mon Titre, que puisque j'ai puisé tant d'argumens dans le Code de leur Constitution, je dois admettre pour loi les Textes qui me sont contraires. Il est vrai que je pourrois repliquer que la question n'est point ici douteuse, & que j'ai en ma faveur tous les degrés de probabilité. Mais j'aime mieux vous laisser à vous-mêmes, Messieurs, le soin de me tirer de cet embarras.

Je n'apperçois plus que deux Objections; l'une présentée dans le Mémoire des Jésuites, l'autre dans la déclaration du P. de Sacy. La premiere est des plus frivoles, la seconde est très-imprudente.

Les lettres-de-change, dit-on en premier lieu, tirées par le P. de la Valette, portent ces mots, *que vous passerez au compte de notre Maison*. Les propres titres des Créan-

(1) Somm. Verb. Privil. 5. 4.

ciers paroissent donc les borner aux biens de la Maison de la Martinique.

Une comparaison prise dans des idées que j'ai déjà touchées , va faire sentir toute la valeur de cet argument. Un Citoyen Romain avoit un Esclave pour Instituteur à Rome , un autre en Sicile , un troisieme en Toscane. L'un de ces Préposés contracte un engagement qu'il exprime être pour le compte de la Maison dont il a la direction. Une énonciation pareille auroit-elle empêché le Créancier d'intenter contre le Citoyen propriétaire une action *in solidum* & sur l'universalité de ses biens ?

Parmi nous , combien n'y a-t-il pas de Négocians qui ont plusieurs Maisons de Commerce à la fois , établies à Marseille , à Cadix , à Amsterdam , & dont chacune est dirigée par de principaux Commis ? Chacune a sans doute ses Livres , ses Registres , ses comptes : L'ordre de toute régie exige cette séparation. Un Seigneur qui a plusieurs Terres est dans le même cas. Il a des Archives & des Receveurs dans chacune. Où est le doute cependant que les engagements contractés par l'une de ces Maisons , ou à l'occasion de l'une de ces Terres ne se répandent sur toutes les autres , puisqu'elles ne forment toutes qu'un même patrimoine dans la main d'un même Maître ?

La Caisse de la Martinique est sans contredit une des Caisses où les Porteurs peuvent se présenter pour recevoir ; mais elle n'est qu'un des Comptoirs de la Société débitrice.

Et quel malheur ne seroit - ce pas pour les Créanciers porteurs de papiers payables en France , & qui ont besoin des secours les plus prompts , s'ils étoient obligés d'aller discuter les biens de la Martinique ? Ne croyez pas , Messieurs , que la valeur de ces biens , quelques acquisitions , quelques constructions qu'ait fait le P. de la Valette , réponde à tous les millions qu'il a reçus. Ne croyez point que les fonds qui lui ont été livrés soient restés dans les Magasins de la Mission. Combien déjà les Anglois n'en ont-ils pas interceptés ? Combien n'en aura-t-il point passé à Rome ? Tant de Trésors qu'un Commerce universel procure à la Société , sont-ils donc destinés , pour la subsistance de quelques Religieux que renferme chaque Maison , qui s'imposent la frugalité la plus severe , & qui , lorsqu'ils sont Missionnaires , sont mendiants par état ? Que deviendroient tant de richesses , si elles ne venoient se rendre au centre où aboutissent toutes les lignes d'un cercle immense , se verser dans cet Ocean , où tous les fleuves doivent porter leurs tributs pour l'entretien d'une Puissance étendue dont les besoins augmentent à proportion de ce qu'elle s'étend encore ? Tout Supérieur doit rendre ses comptes chaque année au Général. Où iroit l'excédent de la dépense de sa Maison , s'il ne tomboit dans les Coffres de ce Chef d'une Société qui a tant de desseins & tant de prétentions ? Par les Constitutions d'ailleurs , le Général a le droit d'ordonner l'em-

ploi des biens , de les appliquer d'un lieu dans un autre , d'en disposer à son choix , toutes les fois qu'ils n'ont pas d'affection spéciale. En est-il qui soient plus susceptibles d'une destination arbitraire que des deniers , que des espèces numéraires entassées par l'industrie de l'un des membres ? Les Jésuites veulent nous renvoyer à la Mission de la Martinique ; mais cependant leur Général peut la dépouiller. Quand les Créanciers arriveroient , leurs gages auroient disparu.

Quelle est l'autre objection , annoncée par le P. de Sacy dans sa déclaration ?

Si la signature seule du P. de la Valette , a-t-il dit , pouvoit engager tous les biens des Jésuites , il s'ensuivroit donc qu'un simple Supérieur auroit la liberté de ruiner l'Ordre entier , d'anéantir par-là les Etablissmens que ce Corps possède en France , & qui formés par les libéralités des Fondateurs , autorisés par les deux Puissances , subsistent sous la protection des Loix & Canoniques & Civiles.

A ce raisonnement imposant en apparence , les Créanciers ont plus d'une réponse toute prête.

Lorsqu'un Supérieur autorisé par son Général , comme l'étoit le P. de la Valette , contracte un engagement , ce n'est point un Particulier qui le contracte , c'est le Général lui-même ; c'est cette personne qui , ayant seule au nom du Corps , l'être civil , a droit nécessairement d'obliger tout le Corps.

Une fois l'Ordre engagé , comment tous ses biens n'en répondroient-ils pas ?

Si parmi les possessions des Jésuites il est des Colléges , des Séminaires dont ils ne soient pas véritablement Propriétaires , soit que ces Etablissémens aient été fondés par les Rois , soit qu'ils appartiennent aux Villes , soit qu'ils aient été grevés par les Fondateurs , ce n'est vraisemblablement pas pour ce genre de biens que les Jésuites doivent s'allarmer , puisque les Créanciers ne demandent à porter leurs exécutions que sur les biens & les effets appartenans à la Société. Mais n'a-t'elle pas une infinité de biens libres ? Peut-être aura-t-on à faire là-dessus quelques distinctions , elles sont aujourd'hui prématurées , elles ne concerneront que l'exécution de l'Arrêt que les Créanciers attendent de la Justice de la Cour : Quant à présent , il ne s'agit de prononcer que sur le mérite de leur action en elle-même.

Et qui peut douter que cette action ne frappe au moins légitimement sur les biens libres des Jésuites ? Ils invoquent les Loix de l'Eglise & de l'Etat. Mais quoiqu'il soit certain que les immeubles Ecclésiastiques ne doivent point être aliénés sans des solemnités , ne distingua-t-on pas toujours les aliénations volontaires & proprement dites , d'avec les constitutions d'hypotheques résultantes d'emprunts ? Quand un Corps Ecclésiastique a contracté des dettes , la première règle sans doute , est qu'elles soient acquittées. Tout ce dont on cherche à s'assurer.

alors , c'est de la validité des obligations. Sont-elles légitimes ? Il faut qu'elles aient tout leur effet , dût-il en résulter la nécessité d'éteindre le Corps obéré de dettes au-delà de ses forces. Les engagements du P. de la Valette sont ici reconnus valables. Par quel abus de privilèges pourroit-on donc se dispenser de les remplir ? Les Jésuites aspireroient-ils à jouir de plus grands avantages que toutes les Communautés , ou Ecclésiastiques ou Laïques ?

Qu'ils se rendent plus de justice. Ils doivent occuper un rang bien inférieur , par deux raisons :

La première , que leur Société joue le rôle si peu honnête d'une Société Commerçante , & en matière de Commerce toute immunité personnelle ou réelle disparoit. Quiconque agit en Négociant , doit être jugé par les Loix des Négocians.

La seconde raison est plus délicate à toucher. Comment vous la présenter , Messieurs ? Je pourrois vous faire voir qu'il n'appartient nullement aux Jésuites de s'appliquer la faveur de nos Loix conservatrices des corps moraux & politiques. Ils ont des établissemens considérables en France. Mais sont-ils fondés à chercher dans les loix de France un azile ni contre celles du Commerce auxquelles ils se sont assujettis , ni contre celles de l'Institut qu'ils ont pris pour leur Regle ? Je pourrois vous montrer qu'ils appellent à leur secours ce qui leur est étranger , que la France ne les a pas reçus dans son sein comme des enfans dont elle se crût la mère.

Mais ce détail seroit long , & il m'arracheroit beaucoup de vérités dures que la modération , que je me suis prescrite , me détermine à supprimer. Que les Jésuites me permettent seulement de les avertir de ne point s'appesantir trop sur l'objection proposée par le P. de Sacy , s'ils ne veulent nous mettre dans la nécessité de développer cette suite de Titres respectables , qui établissent qu'en effet il ont été exclus du Royaume formellement comme Ordre Religieux , comme Société de Jesus , comme Jésuites , c'est - à - dire , comme étant ce qu'ils sont , que s'ils y ont été admis par forme de Collège , c'est-à-dire , pour ce qu'ils ne sont pas , ce n'a été que provisoirement , qu'à titre d'essai , que relativement à des conditions qu'ils n'ont jamais remplies , & auxquelles leur Général a refusé constamment de souscrire ; en sorte que le Contrat ne s'est point formé entre l'Etat & eux. Leur existence parmi nous est l'effet d'une tolérance , elle n'est point le fruit d'une adoption. On ne peut les regarder que comme des Particuliers qui , dans un pays étranger , ont fait entr'eux un acte d'association , d'après lequel ils se sont établis dans toutes les Contrées , sous la loi duquel on les a laissé vivre dans le Royaume , parce qu'on ne vouloit que les y éprouver , & sur lequel enfin doit être réglé , sans qu'ils puissent s'en plaindre , le jugement que l'on a à porter contre eux.

Pourquoi chercherois-je , MESSIEURS , à multiplier encore les traits de ce bizarre

tableau ? Vous en voyez assez tous les rapports. Des hommes voués par leur état au désintéressement Evangelique , auront - ils impunément séduit par des apparences spécieuses une multitude de Citoyens , dont le patrimoine est devenu le leur ? Cette Puissance , qui , distribuée en tous lieux , est toujours indivisible , qui , attachée à tout par mille liens secrets , semble ne tenir explicitement à rien , cette Puissance redoutable , qui , sans faste & sans diadème , étrangère par-tout , exerce par-tout un empire absolu sur des Sujets trop dociles , aura-t-elle donc le droit d'embrasser encore par une correspondance inouïe la surface de notre globe , & d'appeler à elle d'un pôle à l'autre les trésors de la terre ? Et lorsqu'un revers léger pour elle , aura par un contre-coup affreux , accablé ceux dont elle a sçu attirer les possessions , elle viendra , à l'ombre des subterfuges ténébreux , & en cachant la main qui a fait jouer les ressorts , soustraire aux Créanciers , le véritable Détempteur de leurs fonds , contente de leur abandonner l'Esclave dont elle a conduit l'opération insidieuse ! Ce plan d'une politique trop subtile , n'offense pas seulement les principes sacrés de l'équité naturelle , il viole la foi publique , il détruit l'intérêt de l'Etat , l'intérêt des Nations. Oui, Messieurs , c'est ici la cause de tous les Peuples , puisqu'il est des Jésuites chez tous les Peuples. Quel grand Ministère vous exercez aujourd'hui ! Votre Arrêt , à jamais mémorable dans l'Univers , proscrira , j'ose n'en point

douter , un système odieux & funeste , en même tems qu'il rendra le Commerce aux Citoyens qui s'y sont destinés , à des hommes qui appartiennent à l'Etat , dont les biens sont dans l'Etat , qui supportent les charges de l'Etat , qui ne connoissent d'autres Loix que les nôtres. Et qui pourroit vous arrêter ? Nul inconvénient d'un côté , tous les malheurs de l'autre. Que les Jesuites succumbent , est-il à craindre qu'aucun d'eux manque jamais des secours nécessaires pour sa subsistance ? Chaque particulier , parmi eux ne s'en appercevra pas plus qu'il ne s'apperoit des millions qu'acquièrent les Missionnaires de leur Ordre. Il n'en résultera que quelques embarras pour ce petit nombre de Têtes choisies , seules dépositaires des secrets , & chargées du timon des affaires , mais embarras dont leurs ressources fécondes les auront bien-tôt délivrées. Au contraire , combien de Familles , déjà languissantes , ne se verroient point , par la victoire des Jesuites , condamnées à une ruine , à un désespoir total ? Vous gemiriez , Messieurs , si vous connoissiez tous ces Colons de l'Amérique , qui voulant finir leurs jours dans le sein de la France où ils sont nés , ont livré leurs biens à l'avidé Préfet Apostolique sur la foi de titres légitimes , & qui éprouvent ici les horreurs de l'indigence , privés du prix d'une fortune amassée par leurs travaux : Des Enfans à qui les premiers secours de l'éducation ne peuvent point être donnés ; De jeunes per-